

Résistance

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES LE CIRCULER »

Ressources sur le site www.musee-resistance.com • Portail national du CNRD www.reseau-canope.fr/CNRD



1940

ENTRER EN RÉSISTANCE

comprendre, refuser, résister



« Bien que privé du droit de parler librement et menacé de mort pour toute action contre le Gouvernement de Vichy, le peuple français donne tous les jours des preuves actives de sa sympathie au mouvement de LA FRANCE LIBRE.

Des milliers d'insignes de la CROIX DE LORRAINE sont portés à l'intérieur des vêtements. On voit partout les mots « VIVE DE GAULLE ». Des affiches anti-britanniques sont remplacées pendant la nuit par des placards anti-allemands et anti-Vichy. Les tombes des aviateurs britanniques, morts sur le sol de France, sont couvertes de fleurs. Des lettres de remerciements et d'encouragement aux FFL arrivent tous les jours. Les actes de sabotage se multiplient.

De nombreux tracts et journaux sont imprimés et distribués en secret, chaque ligne prouvant que la France garde son courage et sa foi et témoignant de la volonté du peuple de libérer le sol national. »

Composition de publications clandestines diffusées en France et commentaire publiés dans l'album *La France libre par l'image 18 juin 1940-18 juin 1941*, publié en 1941 (Musée de la Résistance nationale).

À l'occasion du premier anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, les Français libres publient un album bilingue afin de montrer les progrès réalisés par la France libre depuis un an. La composition de la page 12 de l'album propose un panorama des publications clandestines en France, laissant entendre que la France libre a des relations étroites avec les résistants de l'Intérieur, ce qui n'est pas encore le cas à l'été 1941. Pour autant, l'album veut donner une idée la plus complète et diverse possible de la Résistance française en plein essor. Les journaux et les tracts présentés – qui ont donc été rapportés à Londres par les rares Français qui en ont eu la possibilité – couvrent un large éventail de sensibilités politiques et de positionnement par rapport à l'occupant allemand et l'État français (*Valmy, Pantagruel, Liberté*, etc.). Les

documents les plus notables sont ceux produits par le Parti communiste qui suscite pourtant la méfiance voire l'inquiétude chez la plupart des Français libres, en premier lieu le général de Gaulle. Leur présence dans le panorama des publications montre la reconnaissance de l'engagement des communistes depuis l'été 1940, au moment du basculement décisif de l'été 1941.

Le commentaire de l'image élargit le propos et veut montrer que la population française a choisi le camp de la résistance, forcément incarnée, pour les producteurs de l'album, par la France libre. Ce point de vue s'appuie sur une multitude de faits avérés allant dans le sens d'une adhésion de plus en plus grande aux mots d'ordre et aux objectifs des résistants qui se mobilisent et agissent en France et hors de France, mais la

conclusion est par trop optimiste. Les Français sont un peu plus nombreux à rejoindre les organisations de résistance mais la plupart demeurent attentistes, par méconnaissance ou par prudence. Beaucoup conservent un attachement teinté de reconnaissance au maréchal Pétain, sans lui attribuer les dérives de la politique de collaboration qu'il a pourtant voulue et cautionnée. Si les difficultés et les incertitudes des premiers refus et des premiers engagements de l'été et de l'automne 1940 ne sont pas toutes levées, et ne le seront jamais totalement, l'élan est donné et, à l'été 1941, il laisse espérer, pour une date encore très incertaine, la possibilité d'une revanche/victoire et d'une libération de la France.

1940

Entrer en résistance.

Comprendre, refuser, résister

SOMMAIRE

4 – 7

■ **Les Français à la fin des années 1930.
D'une guerre à l'autre**

8 – 9

■ **Éviter la défaite**

10 – 11

■ **« Il faut cesser le combat »**

12 – 13

■ **« La défaite est-elle définitive ? Non ! »**

14 – 15

■ **Refuser l'occupation de la France**

16 – 17

■ **Maintenir la République ?**

18 – 19

■ **Créer une France libre**

20 – 21

■ **La France libre hors de France**

22 – 23

■ **Aider les pourchassés**

26 – 27

■ **Diffuser une parole libre**

28 – 29

■ **Reprendre la lutte sociale**

30 – 31

■ **Faire face à la répression**

32

■ **Le 11 novembre 1940.
Célébrer la victoire sur l'Allemagne**

Entre mai et juillet 1940, la France doit faire face à un effondrement sans précédent. En deux mois, elle connaît la plus importante défaite de son histoire, l'occupation ou l'annexion d'une partie de son territoire par le vainqueur, la disparition de la République et son remplacement par un État français autoritaire et collaborateur.

Dans ce bouleversement absolu, des individus conservent l'espoir et veulent résister au cours des événements. Certains tentent d'éviter la défaite, d'autres – souvent les mêmes – essaient de préserver la possibilité d'une revanche. Peu nombreux, démunis de tout ou presque, peu ou pas organisés, ils sont résolus à faire quelque chose et à trouver les moyens d'y parvenir.

La première étape est de comprendre ce qu'il s'est passé. Chacun, avec son niveau de connaissance, cherche une explication dans la situation de la France, de l'Europe ou du monde. Le milieu familial ou professionnel, les engagements politiques, syndicaux ou confessionnels, l'attachement à des valeurs ou le sentiment patriotique donnent des clés de lecture des événements et déterminent leur interprétation. Des individus d'origines très différentes et aux itinéraires personnels très contrastés peuvent se retrouver dans la même dénonciation de l'occupation et de la collaboration.

La compréhension, réfléchie ou intuitive, des événements conduit à une deuxième étape, à des actes de refus, plus ou moins spontanés. On refuse de se soumettre à l'occupant, on retourne ses panneaux de signalisation, on coupe ses câbles téléphoniques, on déchire ses affiches, sans mesurer les risques que l'on prend, alors que les sanctions peuvent être lourdes. On conteste également la légitimité de l'État français, on critique sa politique, on s'efforce de demeurer insensible à sa propagande. Quand on le peut encore, on quitte la France pour rejoindre ceux qui veulent continuer le combat depuis l'étranger. Progressivement, on découvre que l'on n'est pas tout seul à vouloir agir et qu'il est plus efficace et plus rassurant de le faire à plusieurs.

La dernière étape qui mène à la résistance est la plus délicate. Elle suppose de franchir définitivement le pas, de rompre partiellement ou totalement avec sa vie d'avant, de se reconnaître comme un rebelle et de se faire reconnaître comme tel. Ceux qui rallient la France libre veulent obtenir la victoire par la force des armes, aux côtés des armées alliées. Ceux qui restent en France improvisent des moyens d'action (fabrication et diffusion d'imprimés, manifestations, entraide, sauvetage) et des modes d'organisation (regroupements de circonstance, filières, réseaux, mouvements), d'abord modestes, puis de plus en plus élaborés, au fur et à mesure de la montée en puissance de la résistance et pour contrer une répression qui porte des coups très durs. Les liens entre ceux qui luttent à l'extérieur et à l'intérieur restent encore limités.

S'interroger sur l'entrée en résistance en 1940, c'est suivre le parcours d'hommes et de femmes pris dans des événements qui les dépassent mais sur lesquels ils veulent malgré tout avoir prise, c'est partager leur volonté de ne pas renoncer et de ne pas céder à l'adversité quand la défaite est présentée comme définitive, c'est prendre conscience du courage nécessaire pour s'engager dans une voie forcément risquée et à l'issue incertaine. C'est aussi comprendre les difficultés de l'engagement, les interrogations, les hésitations ou les inquiétudes de celles et de ceux qui franchiront le pas ultérieurement, faute d'avoir osé ou pu le faire plus tôt. C'est enfin rendre hommage à ces pionniers, du général dissident au paysan insoumis, en passant par la militante antifasciste ou le patriote nationaliste, qui payèrent souvent de leur vie le fait d'avoir défendu plus tôt que leurs compagnons de lutte et d'espérance la liberté et l'honneur de la France.

Éric Brossard – Professeur relais au MRN

Les Français à la fin des années 1930.

D'une guerre à l'autre

À la fin des années 1930, les Français assistent à une dégradation générale de la situation en Europe. Dans un contexte de crise économique et sociale, les tensions internationales s'accroissent et la guerre redevient envisageable.

Le poids de la Grande Guerre

La France est sortie de la Grande Guerre dans le camp des vainqueurs mais le pays est meurtri : 1,4 million de soldats sont morts ; 3,6 millions de blessés dont 600 000 invalides et 15 000 gueules cassées ; 600 000 veuves et orphelins ; les régions du Nord et du Nord-Est ravagées par les combats et les destructions des Allemands lors de leur retraite.

Chaque 11 novembre, depuis 1922, des cérémonies officielles rendent hommage aux soldats morts pour la France. Dans toutes les communes, les anciens combattants sont en première ligne devant les monuments commémoratifs, mais l'expérience de la guerre, au front et à l'arrière, est partagée par l'ensemble de la population française.

Dans les années 1930, le traumatisme de la Grande Guerre marque encore les esprits. Les associations d'anciens combattants se mobilisent pour préserver le souvenir de leurs camarades disparus, obtenir la reconnaissance de leurs droits et défendre une vision apaisée des relations internationales afin d'éviter le renouvellement d'un conflit meurtrier. La génération du feu est en pleine maturité et occupe une partie importante des postes de responsabilité. Le 20^e anniversaire de l'armistice en 1938 est l'occasion de rappeler la puissance militaire de la France qui a permis la victoire de 1918, mais aussi de manifester la volonté de préserver une paix si durement acquise.

Nouvelles menaces de guerre en Europe

En effet, à la fin des années 1930, la guerre est à nouveau d'actualité en Europe.

En Allemagne, le régime nazi s'est lancé dans une politique de réarmement en rupture avec le traité de Versailles : en 1933, l'Allemagne quitte la SDN en pleine conférence sur le désarmement ; en 1935, le service militaire est rétabli et un programme de modernisation de l'arsenal militaire est annoncé ; en 1936, la Rhénanie est remilitarisée. Hitler met un terme définitif aux tentatives de rapprochement franco-allemand des années 1920. En 1936, il fait alliance avec l'Italie fasciste de Mussolini qui mène une guerre de conquête contre l'Éthiopie, un des rares États indépendants d'Afrique.

En juillet 1936, un soulèvement militaire sous la direction du général Franco entraîne l'Espagne dans la guerre civile. Le gouvernement républicain tente de contenir la rébellion, mais le soutien de l'Allemagne et de l'Italie donne un avantage décisif aux franquistes, alors que les républicains ne peuvent compter que sur l'appui de l'URSS. Dès septembre 1936, des brigades internationales constituées de volontaires étrangers du monde entier se portent au secours de l'Espagne républicaine. En France, le gouvernement du Front populaire s'aligne sur celui du Royaume-Uni et refuse d'intervenir directement dans le conflit. Cependant, des livraisons d'armes et de matériels sont organisées clandestinement, sous la direction notamment de Jean Moulin, chef de cabinet du Pierre Cot, ministre de l'Air.

En septembre 1938, les Brigades internationales sont dissoutes et les brigadistes rentrent dans leur pays d'origine. Les Français reviennent en novembre, forts d'une expérience militaire que beaucoup mettront au service de la Résistance, comme leurs camarades étrangers réfugiés en France après la défaite du camp républicain.



Magazine *Regards*, n° 133, 30 juillet 1936 (Musée de la Résistance nationale).



Magazine *Regards*, n° 250, 27 octobre 1938 (Musée de la Résistance nationale).

Directeur Politique:
LÉON BLUM

Administrateur-Délégué:
EUGÈNE GAILLARD

LE POPULAIRE

DE
PARIS

SAMEDI
12 NOVEMBRE 1938

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

50 centimes
21^e Année. — N° 5.749.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
6 RUE VICTOR-MASSE — PARIS (2^e)
Téléph. : Jougla 59 N. TRUD. 24.48 et 47
A partir de 20 h. 00 : 59-53
Annex. Téléphon. : GALVOPUL. PARIS
SERVICE DE LA VENTE EN
GROS : 10, RUE MONTMARTRE,
PARIS. — BUREAU 25-00.

Pensez-y bien!

par **LÉON BLUM**

La position prise par le bureau du Parti radical et par le Congrès radical de Marseille était la suivante : l'attitude des communistes depuis deux ans et en particulier depuis la constitution du cabinet Daladier est incompatible avec les engagements explicites ou implicites qu'ont souscrits entre eux les différents partis politiques adhérents au Rassemblement populaire ; par conséquent nous considérons que les communistes ont rompu le lien qui les unissait aux autres partis et se sont, d'eux-mêmes, placés hors du Rassemblement.

Les communistes ont répondu en protestant de leur attachement personnel au Rassemblement et de leur volonté bien arrêtée d'y rester fidèles.

Sur quoi, les délégués du Parti radical ont apporté à la séance du Comité national qui s'est tenue avant-hier jeudi, la lettre que *Le Populaire* a publiée dans son numéro d'hier et dont la conclusion se résume ainsi : « puisque le Parti communiste se refuse à tirer les conséquences logiques de son attitude, nous les tirons, nous radicaux ; nous nous refusons à nous associer plus longtemps à la même table que les communistes... Et les délégués radicaux, après avoir donné communication de la lettre de leur Parti, ont en effet quitté tout aussitôt la salle. Le Comité a pris alors la décision de « suspendre ses délibérations à l'égard des communistes » et d'organiser les organisations qui le constituent d'examiner la déclaration radicale et la situation qu'elle crée.

En ce qui touche le Parti socialiste, cet examen est fait d'avance. Rien n'est plus clair ni plus précis que la décision prise à cet égard par le Conseil national.

Le Conseil national n'a pas voulu entrer dans la recherche des griefs réciproques, dans l'analyse critique des accusations ou contre-accusations que tel parti pourrait articuler contre tel autre. Un seul ordre de considérations l'a déterminé. Les raisons qui ont suscité, au lendemain du 6 février, les formations de Rassemblement populaire n'ont pas cessé d'exister. Elles sont toujours valables. Elles sont toujours pressantes. Le Rassemblement populaire doit donc subsister aussi. Son action se heurte aujourd'hui à de très sérieuses difficultés. Mais qu'est-ce qui est facile aujourd'hui ? Tout est toujours très difficile, répètent volontiers les radicaux. En tout cas, ces difficultés, si évidentes des radicaux, et en premier lieu le devoir du Parti socialiste, ont de faire effort pour les apaiser ou les surmonter.

Le Parti ne se résigne donc qu'au désespoir de cause à tenir pour irrévocable la décision radicale. Il demande instamment à ses amis radicaux de le « reconsidérer ». Le mélange de poser la question, mais en ont-ils bien mesuré toutes les conséquences parlementaires et politiques ? Car enfin, c'est sur la formule du Rassemblement populaire que s'est constituée la majorité depuis les dernières élections ? Les radicaux acceptent-ils que cette majorité soit définitivement rompue ? Par quelle autre majorité remplaceront-ils alors la remplacer ? La majorité de Front populaire était représentée à la Chambre par un organisme qui s'appelle la Délégation des gauches. La Délégation doit-elle cesser d'exister, elle aussi ? Si demain la Délégation des gauches est convoquée, les représentants du groupe radical refuseront-ils de s'y associer aux côtés du groupe communiste ? Beaucoup de radicaux espèrent comme moi que le courant des événements se dirige vers une formation d'« Unité française ». Mais ne vont-ils pas que cette formation n'est possible, dans l'esprit ou sous la conception les uns et les autres, que si la formation de Rassemblement populaire a cessé sa collaboration ?

Et si, de la situation du Parlement on passe à celle du pays, les conséquences à redouter ne sont-elles pas plus graves encore ? La conception du Rassemblement populaire est sortie spontanément des profondeurs de la nation, et, quoi qu'il puisse présenter de difficultés ou de problèmes, les masses républicaines y restent ardemment attachées. Quel sera l'effet de leur déception, peut-être de leur irritation ? Que deviendront les formations locales qui se sont multipliées un peu partout et qui, le cas échéant, formeraient les mille foyers d'une démocratie républicaine ? Non, non, tout est si trop grave. Tout cela est trop grave. Nous supplions nos amis radicaux de bien réfléchir.

P.-S. — Un conservateur anglais vient d'indiquer la voie aux conservateurs et même à beaucoup de républicains français. M. Anthony Eden a prononcé jeudi soir, à la Chambre des Communes, un discours sur lequel il a parlé de nos grands journaux comme d'un singulier silence, mais qui a été couvert d'acclamations unanimes et que la presse anglaise s'accorde à considérer comme un événement de première grandeur. Cet événement apporte une leçon et comporte des conséquences. Je sais bien la première occasion de s'en faire et de formuler les autres. — L. B.

DEMONSTRATION AERIENNE Pour le maintien du Rassemblement Populaire

Une résolution du C. C. de la Ligue des Droits de l'Homme

On nous communique ?
Le Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, réuni le 10 novembre, considérant que l'accès du Rassemblement Populaire permettrait profondément dans le pays et que son maintien est essentiel pour la défense des libertés républicaines, décide de consacrer tous ses efforts à empêcher la rupture.



Hiller-Garing-Gabbeils. — Oh! Oh! mais c'est « qui » en ont aussi en Angleterre ! ! !

Demain
ALGERIE
— 1938 —
par Marcel REGIS,
député d'Alger.

LES FÊTES DE L'ARMISTICE

se sont déroulées à Paris sans incidents

LIRE EN DEUXIÈME PAGE



Une vue du défilé des troupes dans l'avenue des Champs-Élysées

Les pogroms d'Allemagne sont une honte pour l'humanité

Tel est le jugement unanime de la presse démocratique mondiale, qui dénonce les responsabilités et la complicité du gouvernement allemand



Un Israélite allemand parmi les débris de son magasin saqué

DES MILLIERS DE JUIFS SONT ARRÊTÉS EN ALLEMAGNE

AUJOURD'HUI CHARGEMENT DU "TRAIN REYNAUD"

Trois délibérations ministérielles et deux discours

A 10 H. 30 : Conseil de Cabinet.

A 12 H. 30 : Discours radiodiffusé de M. Daladier au banquet des Anciens Combattants.

A 15 heures : Conseil de Cabinet puis, tout de suite après, Conseil des Ministres.

A 20 heures : Discours radiodiffusé de M. Paul Reynaud.

Hier, dans la nuit cela « accrochait » encore au sujet des chemins de fer et des anciens combattants

DE NOUVELLES PRÉCISIONS SUR LES DÉCRETS SOCIAUX

C'est, à 10 h. 30, au Sénat, Dominique, M. Paul Reynaud ouvrit un service, en lira des décrets, les décrets devant lui et sera aux membres du gouvernement une conférence sur les vœux de son « plan ».

Mais le plan sera-t-il définitivement un point grand voyage le Conseil de Cabinet ? Ce qui revient à demander à M. Paul Reynaud et M. de Monzie auront réussi à concilier leurs thèses en ce qui concerne les compensations de personnel dans les chemins de fer ? Le ministre des Finances a travaillé fort hier, le plan de la nuit enveloppant le Palais du Louvre, pour ajouter certains points de vue, même certains détails. M. de Monzie lui a donné du mal. Peut-être lui est-il donné de savoir ce que les ministres des Travaux publics s'opposent à ce que l'on fasse un peu au hasard des coupes sombres parmi les cheministes. Si le différend n'est pas résolu quand M. Daladier signera la seconde, les membres du gouvernement arbitreront. — MARCEL REGIS.

LIRE LA SUITE EN DEUXIÈME PAGE 1^{re} COLONNE

EN FOOTBALL

Lille bat Strasbourg et devance Saint-Etienne au classement général

S'inclinant devant Metz Sochaux prend la dernière place

En rugby à XIII, une sélection anglaise a battu Bordeaux

LE MARCHEUR GUIGNARD A ENLEVÉ LE GRAND PRIX DE L'ARMISTICE.

LIRE EN CINQUIÈME PAGE

Pearl Buck, Prix Nobel



Pearl Buck, la célèbre écrivain américaine qui reçoit le Prix Nobel de littérature pour ses écrits sur la Chine.

Les volontaires français de retour d'Espagne seront reçus aujourd'hui à Cerbères



UNE VUE DE CERBÈRES

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, les volontaires français, retour de Front de la Lituania, vont être reçus ce matin à Cerbères par les organisations du Front Populaire, groupes autour de Joseph Parayre, sénateur, président du Conseil général des Pyrénées-Orientales, représentant le Parti socialiste S. F. I. O.

Dernier, le peuple de Paris les recevra à son tour.

[Lire les détails de cette manifestation en page 8 de notre édition parisiennes.]

Le 11 novembre 1918 mourait VICTOR ADLER par BRACKE

Il n'est pas entré dans la Terre promise. Pas un de ceux qui l'ont connu, fut-ce de loin, de non seulement, n'a manqué de penser cela, lorsqu'on a vu que Victor Adler était mort à Vienne le jour même de l'Armistice. Ainsi, en la fin de la guerre, ni la création de la République démocratique en Autriche, aucun des buts auxquels il avait tout son existence n'a été suivi jusqu'à son terme.

Pas de vingt-neuf anniversaire de cette catastrophe tragique, quand la guerre recommence à rôder, spectre menaçant, par toutes les frontières, soit germaniques, soit italiennes, et quand ce n'est pas seulement la dé-

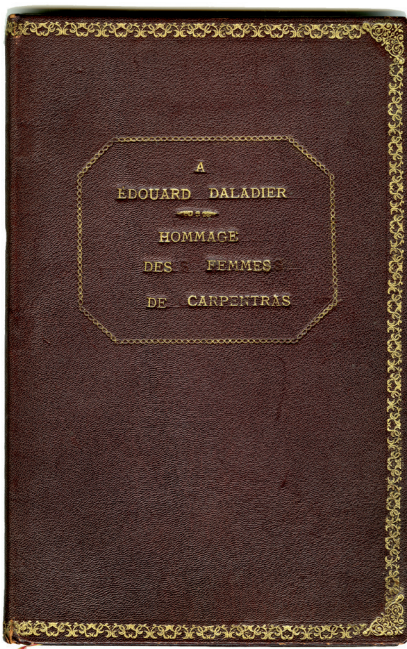
- « Aucun propagandiste étranger ne pourrait raconter quelque chose de plus horribles que nos actes qui ont débarrassé l'Allemagne. » — Jura.
- « En permettant ces actes, les ministres allemands de Berlin ne provoquent autre chose que le dégoût des hommes civilisés. » — New York Herald Tribune.
- « Nos actes qui ont eu lieu dans tout le Reich ne sont que ce qu'on peut attendre de l'origine nazie. » — Yorkshire Post.
- « Un gouvernement qui se prétend qualifié pour contrôler les décisions de peuples indignes n'a respecté les droits de ses citoyens d'une autre façon. » — Manchester Guardian.

London, 11 novembre. — Des colonies entières sont convoquées par les journaux bulgares de ce matin sur violentes manifestations antisémitiques qui viennent de se dérouler en Albanie.

« A ces comptes rendus détaillés et impressionnants viennent s'ajouter des déclarations qui ajoutent un moment d'horreur à ces « Grands-Britagnes » par des victimes de ce genre.

Les journaux hollandais mentionnent également plus d'objets de cette nature. Les journaux suédois ont aussi mentionné la responsabilité de tels actes commis par les nazis qui ont été pour eux des victimes qui ont été le résultat de cette tragédie.

LIRE LA SUITE EN TROISIÈME PAGE 1^{re} COLONNE



Hommage des femmes de Carpentras, livre d'or adressé à Édouard Daladier après la signature des accords de Munich, novembre 1938, couverture et page 5 (Musée de la Résistance nationale).

Préserver la paix mais préparer la guerre

À partir de 1938, Hitler met en application sa théorie de l'espace vital. L'annexion de l'Autriche en mars est suivie par la revendication des territoires peuplés d'Allemands en Tchécoslovaquie, État constitué sur des bases géopolitiques fragiles en 1919. La France et le Royaume-Uni mobilisent leurs troupes mais veulent éviter un affrontement. Elles cèdent aux exigences de Hitler lors de la conférence de Munich et acceptent le 30 octobre le rattachement des Sudètes à l'Allemagne. Lors de son retour à Paris, le président du Conseil Édouard Daladier est acclamé par la foule alors qu'il s'attendait à être hué. Les femmes de Carpentras, sa ville de naissance, le remercient pour avoir sauvé la paix, même au prix de l'abandon de l'allié tchécoslovaque. Les Français anti-munichois, moins nombreux mais plus lucides, refusent l'argument du pacifisme pour justifier une politique de renoncement.

Le 15 mars 1939, alors que les franquistes sont en train de l'emporter définitivement en Espagne, l'Allemagne nazie occupe la Bohême-Moravie et achève le démembrement de la Tchécoslovaquie. La politique agressive d'Hitler semble devoir conduire à la guerre.

Les dirigeants français ont vu le danger et ont relancé la production d'armements depuis septembre 1936, après avoir renforcé la fortification des frontières à l'est. La France demeure au niveau de l'Allemagne, qui se réarme massivement et rapidement, mais l'état-major français préconise une dispersion du matériel et non une concentration comme son homologue allemand : des choix qui s'avéreront lourds de conséquences.

La relance de la production d'armements est freinée par les lois sociales de juin 1936. Daladier, qui fut le ministre de la Défense nationale du gouvernement Blum, décide de les abroger par décrets-lois. En novembre 1938, la limite des 40 heures est levée, ce qui provoque de vives tensions politiques et sociales. Le gouvernement répond par la répression contre les grévistes et contre les organisations syndicales qui les soutiennent. En mars 1939, les établissements produisant pour la Défense nationale peuvent travailler 60 heures par semaine, 72 heures en 1940.

La France face à ses valeurs

Le 14 juillet 1939, la France fête le 150^e anniversaire de la Révolution française. À Paris et dans sa banlieue, comme partout en province, le pays célèbre l'événement qui a rendu possible l'installation de la république en France. La lecture en est cependant différente selon les sensibilités politiques et la perception des enjeux nationaux et internationaux. Le 15 juillet, *Le Figaro* fait sa Une sur « L'apothéose de l'Armée. La Fête nationale a été celle de l'Unité française de notre Empire et de l'amitié franco-britannique », tandis que *L'Humanité* titre « Halte au fascisme et à la trahison ! 250 000 Parisiennes et Parisiens ont défilé pour honorer le souvenir vivant de 1789 et proclamer leur fidélité au serment du 14 juillet 1935 » (qui annonce le Front populaire).

Lors du 150^e anniversaire, la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen et la devise républicaine sont sans cesse rappelés. Pourtant, la France de 1939 peine à faire vivre les principes républicains. La crise économique a favorisé les sentiments xénophobes. Les étrangers arrivés plus ou moins récemment en France sont désignés comme les responsables du chômage et des désordres politiques. Le Front populaire n'est qu'un répit temporaire. En 1938, les décrets-lois du gouvernement Daladier limitent les conditions d'accueil en France, créent des « camps de concentration » pour les étrangers « indésirables » et facilitent les expulsions. Les décrets-lois maintiennent formellement la protection due aux réfugiés, mais plusieurs centaines de milliers de républicains espagnols fuyant les franquistes sont enfermés dans des camps improvisés dans le sud de la France. L'idéal de liberté, d'égalité et de fraternité, qui a conduit les Juifs persécutés d'Europe de l'Est, les antifascistes italiens ou les antinazis allemands pourchassés à venir en France, est pour le moins malmené.

La France à nouveau en guerre

L'été 1939 est le temps des désillusions. Les Français savent que la paix ne pourra être préservée longtemps face aux surenchères territoriales de l'Allemagne nazie. La revendication de Dantzig par Hitler ouvre une nouvelle crise diplomatique.

Le pacte germano-soviétique signé le 23 août est un choc. Les anticommunistes oublient l'échec des tentatives d'alliance entre la France et l'URSS. Les communistes tentent de justifier un accord avec l'ennemi héréditaire de la France au nom d'un refus de la guerre. L'influence du Parti communiste français en subit le contrecoup, d'autant que sa presse est interdite de publication.

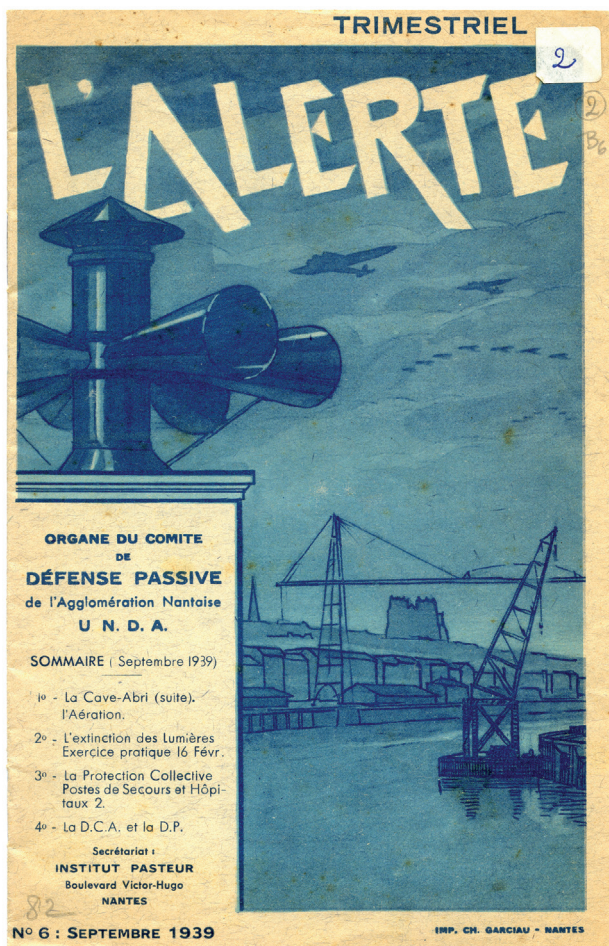
Le 1^{er} septembre, les troupes allemandes entrent en Pologne. Il n'est plus question de céder.

Après avoir ordonné la mobilisation générale, la France, comme le Royaume-Uni, déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. 4,7 millions de Français, soit 40 % de la population active masculine, sont mobilisés. Contrairement aux craintes de l'état-major, les désertions sont très rares comme les sabotages dans les usines d'armement. Tous les Français acceptent une guerre devenue inéluctable, d'abord par fatalisme.

Certains étrangers « ressortissants des puissances ennemies » sont internés, sans souci de leurs engagements : des antifascistes et des antinazis prennent le chemin des camps. D'autres, naturalisés ou mobilisés dans des bataillons étrangers, participent à la défense de la France.

Les Français connaissent à nouveau la guerre. Préventivement, les enfants ont été évacués des grandes villes par peur des bombardements. Tous les civils reçoivent des masques à gaz car on redoute l'utilisation de l'arme chimique par l'adversaire. Mais Hitler retarde son offensive à l'ouest, faute des moyens suffisants pour intervenir simultanément sur plusieurs fronts.

La France s'enfoncé dans la « Drôle de Guerre », une guerre qu'on n'a pas voulue, qu'on est certain de gagner et qu'on préférerait ne pas faire. Par défaut, les actualités cinématographiques insistent sur la vie quotidienne des soldats qui commencent à trouver le temps long. La censure et les services de renseignement



L'Alerte, trimestriel du comité de Défense passive de l'agglomération nantaise, n° 6, septembre 1939 (Musée de la Résistance nationale).

veillent, afin de maintenir le moral des troupes et de l'arrière. Les organisations communistes sont interdites, tout individu considéré comme dangereux pour la Défense nationale peut être interné administrativement.

Au printemps 1940, les Français se sont installés dans un conflit qui n'en finit pas de commencer. Mis en confiance par la propagande qui rappelle la prépondérance des Alliés et de leurs empires et par la certitude d'avoir encore la meilleure armée du monde et des chefs de valeur, les soldats entretiennent les armes que les civils produisent en nombre croissant.

En mars, Daladier laisse la présidence du Conseil mais conserve le ministère de la Défense nationale au sein du gouvernement Paul Reynaud. L'expédition en Norvège en avril 1940, pour contrer le débarquement allemand, semble un dérivatif, avant l'offensive à l'ouest que tout le monde attend et appréhende à la fois.



Masques à gaz distribués à une famille de Joinville-le-Pont (Seine), automne 1939 (Musée de la Résistance nationale).

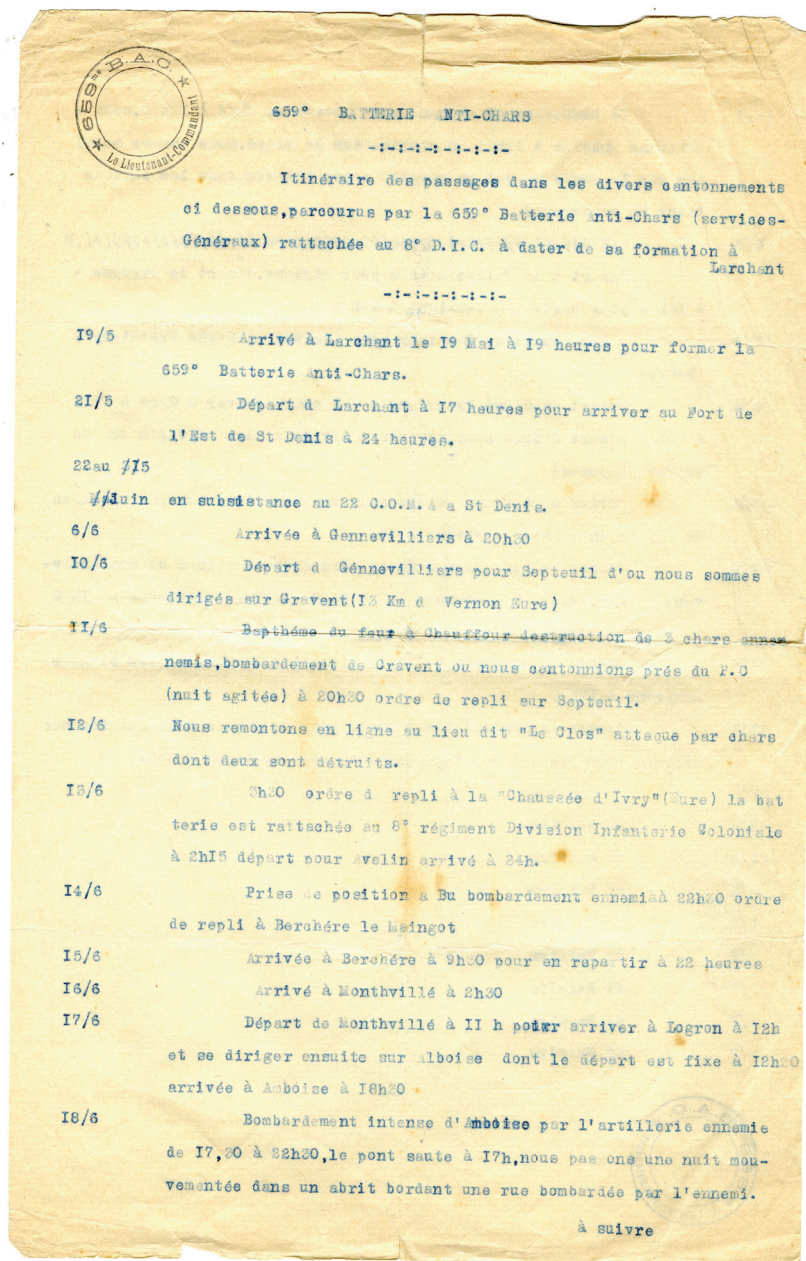
Éviter la défaite

L'offensive allemande à l'Ouest à partir du 10 mai 1940 met rapidement les Alliés en difficulté. L'attaque de diversion en Belgique et aux Pays-Bas attire les meilleures troupes alliées tandis que les unités de *panzers* traversent les Ardennes et foncent vers la Manche. Le commandement français est incapable de réagir efficacement face à la rapidité des unités allemandes et l'audace de leurs chefs qui n'hésitent pas à forcer la main à leur état-major afin de maintenir leur avantage. Le 21 mai, les Allemands atteignent la Manche et coupent en deux les armées françaises et britanniques. L'ordre donné par Hitler de cesser toute progression – pour consolider les lignes de défense allemandes mais aussi pour reprendre le contrôle des opérations – donne un répit suffisant pour évacuer, entre le 26 mai et le 4 juin, 215 000 Britanniques et 123 000 Français bloqués dans la poche de Dunkerque.

Le 5 juin, les Allemands parviennent à percer la ligne de front française sur la Somme et l'Aisne et se ruent vers le sud. En moins de trois semaines, ils atteignent Brest, Angoulême, Clermont-Ferrand, Valence. La progression allemande se traduit par la fuite des populations civiles. Une première vague part de Belgique et des départements du Nord après le 10 mai, une seconde encore plus importante touche tous les départements menacés par l'arrivée des troupes allemandes à partir du 5 juin. Au total, près de 8 millions de personnes partent vers le sud, dans le plus grand désordre, encombrant les routes et subissant des attaques de la part de l'aviation allemande.

Malgré l'effondrement, la volonté de faire face n'a pas disparu. Partout les Français se battent. Autour de Stonne, des unités tentent de contenir l'avancée des Allemands à la sortie des Ardennes. Les contre-attaques françaises sur l'Aisne et la Somme permettent de constituer une ligne de défense tandis que la résistance de la 1^{re} armée française rend possible l'évacuation des troupes alliées à Dunkerque.

Après l'attaque allemande du 5 juin, les troupes françaises se replient sur des lignes de défense de plus en plus au sud



Journal de marche de la 359^e brigade antichars, 19 mai-18 juin 1940 (Musée de la Résistance nationale).

comme en témoignent les journaux de marche des unités. Pourtant à chaque étape, des combats souvent très durs tentent de retarder la progression allemande. À Saumur, les élèves de l'École de cavalerie et d'autres unités françaises empêchent le franchissement de la Loire jusqu'au 20 juin. À cours de munitions, ils doivent se rendre. Les Allemands leur permettent de rejoindre le sud avec les honneurs militaires. À Chasselay, le 18 juin, les Français s'efforcent de protéger la route vers Lyon. Le 20 juin, les Allemands doivent encore neutraliser

une centaine de soldats coloniaux qui se battent jusqu'à leurs dernières cartouches. Faits prisonniers, 48 soldats noirs sont séparés des autres soldats français et massacrés. Trois officiers sont également exécutés.

Bien qu'attaqués à revers les défenseurs de la ligne Maginot parviennent à tenir les forts du Nord-Est jusqu'à l'armistice. L'armée des Alpes réussit à contenir les assauts des Italiens entrés en guerre le 10 juin. Les forts sont abandonnés à l'ennemi après l'entrée en vigueur de l'armistice le 25 juin.



Une route de l'exode, photographie publiée dans *Mit Hitler im Westen*, 1940 (Musée de la Résistance nationale).

Charles Deslestraint

(1879-1945)

■ Fils d'un comptable du Pas-de-Calais, il entre à l'École militaire de Saint-Cyr puis à l'École de Guerre. Capitaine en 1914, il s'illustre en Belgique avant d'être fait prisonnier fin août. Libéré en novembre 1918, il poursuit sa carrière militaire. Colonel d'un régiment de chars, il compte Charles de Gaulle parmi ses subordonnés.

Arrivé à la retraite en mars 1939, il est rappelé à la déclaration de guerre. En tant que général, il commande des chars jusqu'au sud de la Loire, remportant plusieurs succès face aux Allemands. Refusant la défaite et le faisant savoir, il est remis à la retraite. En 1942, sur proposition de Jean Moulin, il sera nommé commandant de l'Armée secrète, qui unifiera les groupes armés des mouvements de résistance. Arrêté à Paris le 9 juin 1943, il sera interrogé, torturé puis incarcéré à la prison de Fresnes. Déporté au camp de Natzweiler-Struthof, il sera transféré à celui de Dachau en septembre 1944, où il sera assassiné le 19 avril 1945, quelques jours avant la libération du camp.



Plaque commémorative des Cadets de Saumur, square du souvenir à Saumur (DR).

PERSPECTIVE

Des militaires dans la Résistance

Les militaires se retrouvent face à un dilemme. L'armistice a été demandé par le plus haut gradé de l'Armée française et ils se doivent d'obéir aux ordres donnés, mais beaucoup considèrent que la lutte est encore possible et qu'il ne faut pas compromettre l'avenir. Quelques milliers de militaires de tous grades décident de rejoindre le général de Gaulle en Grande-Bretagne. En France, des officiers demandent à leurs hommes de se tenir prêts pour reprendre le combat le moment venu et organisent des caches d'armes. Certains des militaires demeurés dans l'armée d'armistice continuent de collecter des renseignements sur les forces allemandes. La plupart demeurent dans une position d'attente. L'invasion de la zone non occupée par les Allemands en novembre 1942 lèvera les dernières réticences. Des militaires participeront à la création de l'Organisation de résistance de l'Armée, d'autres intégreront les mouvements de la Résistance précédemment constitués.

« Il faut cesser le combat »

ABONNEMENTS
France et Colonies...
Étranger...
Publicité...
LA PUBLICITÉ en tous genres...
Régistré au Tribunal de Commerce de Paris...
N° 1525

LA DÉPÊCHE

JOURNAL DE LA DÉMOCRATIE
La Petit Valenciennais

18 ADDITIONS
1. IM-VERMOREL, DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
2. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
3. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
4. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
5. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
6. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
7. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
8. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
9. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
10. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
11. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
12. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
13. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
14. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...
15. LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE...

72^e ANNÉE. — N° 20.214
50 CENTIMES
DIRECTION : 57, Rue Bayard - TOULOUSE. — Téléphone 299.51 (2 lignes groupées avec ce numéro)
BUREAUX de PARIS : 4, Faubourg-Montmartre - Téléphone, Coté 31.02 - Préville 21.43 - Préville 39.99
50 CENTIMES
MARDI 18 JUIN 1940

Le maréchal Pétain déclare : IL FAUT CESSER LE COMBAT

« Sûr que par sa magnifique résistance notre admirable armée a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos Alliés »

Idees et Doctrines
LE FASCISME SE VENGE
Le fascisme et non le peuple italien...
Photo: Keptour, N° 71550

LE chef du gouvernement de la France s'est adressé à « l'adversaire » pour lui demander s'il est prêt à rechercher dans l'honneur, entre soldats, les moyens de mettre un terme aux hostilités

L'EMOUVANT APPEL DU MARÉCHAL PÉTAIN AU PEUPLE DE FRANCE
FRANÇAIS,
A l'appel de M. le président de la République, j'assume, à partir d'aujourd'hui, la direction du gouvernement de la France.
Sûr de l'affection de notre admirable armée qui lutte avec un héroïsme digne de nos longues traditions militaires contre un ennemi armé de nos jours de tous les progrès de la science et de la technique, je suis sûr que...

ECHECS ITALIENS EN AFRIQUE ORIENTALE
Londres, 17 juin. — Un communiqué des forces britanniques de l'Afrique-Orientale dit que par la B. B. C. l'aviation britannique a soutenu ses opérations au-dessus des territoires italiens.
Quatre sous-marins italiens coulés
Londres, 17 juin. — Le B. B. C. annonce qu'en relation avec le communiqué du ministère de la marine, annonçant la destruction de quatre sous-marins italiens...

Les relations germano-soviétiques
INQUIÉTUDES DE MOSCOU devant la menace d'hégémonie italo-allemande

Première page du journal *La Dépêche*, 18 juin 1940 (Musée de la Résistance nationale).

Le 16 juin 1940, le maréchal Pétain est nommé président du Conseil. Le lendemain, depuis Bordeaux, il s'adresse aux Français à la radio et leur annonce : « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat ». Selon Pétain, la France n'a plus les moyens militaires de l'emporter : l'armée bat en retraite, des millions de civils sont sur les routes, la supériorité allemande est une évidence. Il choisit de demander un armistice, avec l'objectif déclaré de mettre en place son programme politique anti-républicain.

Pétain sait que sa décision peut être critiquée ou contestée. Il s'appuie sur sa stature de dernier grand chef encore vivant de la Grande Guerre pour imposer une décision qu'il présente comme inéluctable. La formule « je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur » vise à obtenir en contrepartie l'acceptation par tous de la défaite.

Le journal *La Dépêche* du 18 juin reprend sur sa première page des extraits du discours de Pétain. S'il titre sur « Il faut cesser le combat », le journal reprend approximativement la phrase qui vise à disculper la France de toute accusation de trahison ou d'abandon : « Sûr que par sa magnifique résistance notre admirable armée a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos Alliés ». Les Britanniques, qui sont parvenus à rapatrier la plus grande partie de leurs troupes en Grande-Bretagne, ont des raisons de craindre de se retrouver seuls face aux Allemands. Le discours du 17 juin 1940 marque irrémédiablement une rupture.

L'entourage de Pétain se rend immédiatement compte que la phrase « Il faut cesser le combat » aura un impact dramatique pour les soldats français. En effet, aucun accord n'a été passé avec l'ennemi. Pourtant, les propos de Pétain sont pris au premier degré par des dizaines de milliers de militaires qui se rendent aux Allemands, trop heureux de faire des

prisonniers aussi facilement et de disposer d'un moyen de pression supplémentaire sur les Français. Consigne est donc donnée de transformer la phrase malheureuse en « Il faut tenter de cesser le combat ». Quelques journaux s'exécutent, comme *Le Petit Marseillais* du 18 juin. Les publications officielles ultérieures du discours de Pétain retiendront cette formulation, révélant la mauvaise conscience de son auteur mais aussi le refus d'en assumer les conséquences. La question des prisonniers de guerre sera un des leviers actionnés par les premiers résistants pour faire réagir l'opinion.

Hitler veut que l'armistice soit signé dans la clairière de Rethondes. Le 21 juin, il accueille lui-même la délégation française dans le wagon utilisé en 1918. La propagande nazie diffuse largement les images du Führer permettant à l'Allemagne de prendre sa revanche sur la France.

Edmond Michelet

(1899-1970)

■ Issu d'une famille catholique, il s'engage en 1918 mais n'a pas l'expérience du front. Représentant de commerce, il préside la Jeunesse catholique puis milite au sein de l'Action sociale en Corrèze dans les années 1930.

Le 17 juin 1940, suite au discours du maréchal Pétain, il distribue dans les boîtes à lettres de Brive un tract inspiré d'un texte de Charles Péguy dénonçant l'esprit de capitulation : « Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend ».

Devenu chef régional des Mouvements unis de la Résistance en 1942, il sera arrêté par la police allemande le 25 février 1943. Emprisonné d'abord à Fresnes, placé au secret pendant six mois, il sera déporté à Dachau en septembre 1943. Rentré en France en mai 1945, il entamera une carrière politique (parlementaire et ministre à plusieurs reprises).

Lorsque la délégation française découvre les conditions allemandes, elle constate que Hitler veut sanctionner lourdement la France pour sa défaite: la moitié nord et ouest du territoire sera occupée, la France devra payer les frais de l'armée d'occupation, 1,5 million de prisonniers seront transférés en Allemagne. L'administration française sous les ordres du gouvernement français pourra rester en place sur tout le territoire national, l'Empire colonial restera sous autorité française, une armée française réduite à 100 000 hommes demeurera en zone non occupée, la marine française est préservée. L'objectif des Allemands est de détacher définitivement la France de son allié britannique. En acceptant ces conditions, le gouvernement français, sous l'apparence du maintien d'une indépendance nationale, lie en réalité son sort à celui de l'Allemagne. Les Français les plus lucides comprennent l'impasse d'une telle politique sans pouvoir encore la contrer.



Hitler face à la délégation française, Rethondes, 21 juin 1940. Photographie publiée dans *Mit Hitler im Westen*, 1940 (Musée de la Résistance nationale).



La rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire le 24 octobre 1940. Photographie publiée en couverture du magazine *L'Illustration*, 9 novembre 1940 (Musée de la Résistance nationale).

PERSPECTIVE

Vers la collaboration

L'application de la convention d'armistice se traduit immédiatement par des mesures qui montrent le peu de marge de manœuvre dont disposent les Français: les antinazis réfugiés en France doivent être livrés aux autorités allemandes; la ligne de démarcation coupe les relations entre les zones Nord et Sud; les habitants du Nord-Est de la France partis lors de l'exode ne peuvent rentrer chez eux; l'Alsace-Moselle est annexée par l'Allemagne et nazifiée.

Les discussions avec la commission allemande d'armistice installée à Wiesbaden ne permettront pas aux Français d'obtenir les aménagements envisagés. Pour Pétain, la solution passera par des négociations entre chefs d'État. L'idée que l'Allemagne, dorénavant dominante en Europe peut se montrer bienveillante envers la France, aboutira à la rencontre de Montoire entre Pétain et Hitler le 24 octobre 1940. Dans son allocution radiodiffusée du 30 octobre, Pétain s'efforcera de justifier ce qui pour beaucoup de Français apparaîtra, au mieux comme une erreur, au pire comme une trahison: « C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française – une unité de dix siècles – dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre, aujourd'hui, dans la voie de la collaboration ».

« La défaite est-elle définitive ? Non ! »



Un soldat et un marin français tenant l'affiche «À tous les Français», Londres, août 1940. Photographie publiée dans l'album *La France libre par l'image. 18 juin 1940-18 juin 1941*, service de propagande de la France libre, juin 1941 (Musée de la Résistance nationale).

Arrivé la veille à Londres, le général de Gaulle lance le 18 juin 1940 à la BBC un appel à le rejoindre afin de continuer la lutte. Ce discours s'oppose à celui du maréchal Pétain du 17 juin annonçant qu'il a demandé les conditions d'un armistice aux Allemands.

Le général de Gaulle a rencontré le premier ministre britannique Winston Churchill et c'est avec l'accord de son gouvernement qu'il peut s'adresser aux Français de Grande Bretagne et de France. En effet, le Royaume-Uni considère que Pétain a trahi la déclaration franco-britannique du 28 mars 1940 interdisant un armistice ou une paix avec l'Allemagne sans accord préalable entre les alliés. Les Britanniques considèrent que le général de Gaulle est une alternative possible à cette situation. Son analyse géopolitique du conflit est en phase avec les intérêts britanniques, alors que l'Allemagne impose sa domination sur l'Europe. Il faut par-dessus tout éviter que la France se rallie tout entière à l'Allemagne. La France libre est une option possible pour l'avenir.

L'appel du 18 Juin a un écho limité en France. Beaucoup de Français, notamment ceux qui sont sur les routes de

l'exode, ne peuvent écouter la radio et ceux qui en ont la possibilité privilégient les postes d'émission français. Pourtant, dès le 19 juin, certains des journaux qui peuvent encore paraître, tels *Le Petit Provençal* et *Le Petit Dauphinois*, rendent compte de l'appel du général de Gaulle et en citent des extraits.

En France, des hommes et des femmes qui ont ou non entendu de Gaulle décident de rallier la Grande-Bretagne avant que les Allemands n'arrivent. Des bateaux quittent les ports avec tous ceux, Français ou étrangers, qui veulent continuer le combat. Arrivés au Royaume-Uni, ils retrouvent les soldats français évacués de Norvège ou de Dunkerque. La plupart font le choix de rentrer en France mais quelques centaines puis quelques milliers d'entre eux rejoignent de Gaulle et s'engagent dans la Légion française, à l'origine des Forces françaises libres.

Ces premiers Français libres proviennent principalement de l'Ouest et du Nord de la France, ainsi que de la région parisienne. Ce sont essentiellement des hommes jeunes issus de milieux plutôt favorisés, sur-représentés par rapport à leur place dans la société française. Plus

diplômés que la moyenne de la population, ils partagent un même esprit de rébellion qui fédère des individus aux idées et aux convictions très diverses. Ils défendent une certaine idée de la France, qui n'est pas celle de Pétain, mais qui est partagée par les étrangers qui décident de s'engager à leurs côtés.

À l'été 1940, l'attractivité de ce qui est dorénavant appelé la France libre n'est pas une évidence. En août, la diffusion sur les murs de Londres et des principales villes du Royaume-Uni de l'affiche inspirée par l'appel du 18 Juin montre que les ralliements ne sont pas encore suffisants. Si beaucoup de Français en Grande-Bretagne ont décidé de rentrer en France, nombre de Français qui auraient voulu faire le chemin inverse ne le peuvent plus. Le jeune Jean-Claude Fischhof espère franchir la frontière espagnole mais il est arrêté en septembre 1940. Emprisonné à Bordeaux, il confirme dans un courrier à son père, à mots couverts, sa résolution de rejoindre de Gaulle. Libéré, il devra attendre un voyage sur un cargo à l'automne 1941 pour gagner un territoire rallié à la France libre... en Afrique.



Engagements de soldats de l'armée française dans la Légion française, Olympia, Londres, juin 1940. Photographie publiée dans Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 1: *L'Appel 1940-1942*, Plon, 1990, page 85.

Jeanne Bohec

(1919-2010)

■ Fille d'un marin breton installé à Angers, elle est une élève douée dans les matières scientifiques. En mars 1940, elle obtient un poste d'aide-chimiste à la poudrerie de Brest. Elle acquiert des compétences dans le domaine des explosifs.

Elle est consternée par la défaite militaire de la France. Le 18 juin, peu avant l'arrivée des Allemands à Brest, elle monte à bord d'un remorqueur français en partance pour l'Angleterre. Arrivée le 21 juin, elle gagne Londres et entend parler de l'appel du général de Gaulle. En janvier 1941, elle quitte la famille anglaise qui l'emploie pour rejoindre le corps des volontaires françaises libres.

D'abord secrétaire, elle intégrera en tant que chimiste un laboratoire de recherches chargé de trouver les moyens de fabriquer des explosifs en France occupée. Entrée au BCRA, elle suivra une préparation militaire et sera parachutée sur la France en février 1944. Elle formera les groupes de résistants bretons au maniement des explosifs et participera aux sabotages des voies de communication au moment du débarquement de Normandie. À la libération, elle terminera ses études et deviendra professeur de mathématiques à Paris.

Bordeaux Fort du Hâ. Mardi, 6/10 décembre 1940

Mon cher Papa,

Mais rien, il y a longtemps que je ne t'ai pu écrire directement. Tu vois, que je te parle de mes projets exacts et que je te dis ce que j'envisage pour l'avenir, c'est à dire pour le moment où je me trouverai libre et mes obligations officielles? Je voudrais bien pouvoir t'en parler en termes clairs et précis, sans avoir à employer des phrases vagues et détournées pour exprimer ma pensée, mais tu vois que ça me paraît impossible de te parler et de te parler en détail, et que ça paraît même te donner des renseignements certains. et mes projets sont du nombre de choses que l'on ne peut dire en toute sécurité et dont on ne peut parler qu'à mots couverts.

Cependant, ces projets, je pense bien que tu les connais déjà, puisque tu vois que je me suis occupé jusqu'ici et que tu es parvenu, par les lettres que j'ai écrites à Gueffry en particulier, que dans l'ensemble je n'envisage pas de changer d'avis et que j'aurais conservé les mêmes idées. Ça que j'ai fait jusqu'à maintenant, je ne veux pas l'avoir fait pour rien, ou plutôt, parce que je l'ai fait pour rien et que j'ai eu souvent l'impression que ça ne valait plus qu'à recommencer, et cette fois-ci je le fais dans les conditions telles que je ne pourrai pas manquer de réussir, j'y ai pu l'attention de tout le monde au Brest, mais sans contraindre de

Lettre de Jean-Claude Fischhof à son père lui confirmant son intention de rejoindre la Grande-Bretagne, 10 décembre 1940 (Musée de la Résistance nationale).

PERSPECTIVE

Combattre avec les Alliés

En France et hors de France, des hommes et des femmes considèrent que la prolongation de la lutte ne peut se concevoir qu'aux côtés des Britanniques ou, plus largement, des Alliés. Ainsi, ceux qui parviendront à rejoindre la Grande-Bretagne ne rallieront pas forcément la France libre, mais préféreront intégrer les forces britanniques ou, plus tard, américaines. En France, des militaires ou des civils favorables à l'État français n'hésiteront pas, au nom d'un patriotisme anti-allemand, à nouer des contacts avec des représentants des Alliés, persuadés que leur positionnement n'a rien de contradictoire. D'autres Français, opposés à l'Occupant et à l'État français, se mettront au service des réseaux alliés constitués en France, au nom d'une efficacité présumée plus grande, ce que la France libre ne pourra que regretter. Souvent, l'engagement dans une structure pilotée depuis l'extérieur par les Alliés se fera en parallèle avec une implication dans une organisation résistante en France.

Refuser l'occupation de la France



Installation d'un panneau bilingue d'avertissement sur la ligne de démarcation près de La Rochefoucauld (Charente), 1940 (Musée de la Résistance nationale).

La convention d'armistice prévoit le redécoupage de la France.

L'Allemagne victorieuse occupe 55% de la France vaincue, où se concentrent l'essentiel des ressources industrielles, minières et agricoles: les départements du Nord sont rattachés au commandement militaire de Bruxelles; les autres sont placés sous l'autorité du commandement militaire installé à Paris. Une ligne de démarcation permet de réguler les flux de personnes et de marchandises entre la zone Nord occupée et la zone Sud non occupée, selon le bon vouloir des vainqueurs.

Les Allemands ont pris soin de prendre le contrôle de tout le littoral et de tous les ports, de l'Atlantique à la mer du Nord. En compensation de leur intervention en juin 1940, les Italiens ne récupèrent que quelques communes en limite de la frontière, de la Savoie aux Alpes-Maritimes.

Dès juillet, l'Allemagne annexe les départements d'Alsace-Moselle, fusionnés avec des territoires allemands, dirigés chacun par un *Gauleiter*. Une nouvelle frontière, reprenant le tracé de celle de 1871 à 1918, sépare la France et l'Allemagne. La germanisation et la nazi-

fication forcées visent à faire disparaître toute influence française dans cette zone intégrée au Reich.

Le régime d'occupation est immédiatement sévère en zone Nord. L'Armée allemande réquisitionne les installations et les bâtiments dont elle a besoin pour abriter ses activités et loger ses troupes. La France doit verser chaque jour la somme colossale de 400 millions de francs pour payer les frais d'occupation. Les marchandises utiles à l'Allemagne lui sont destinées en priorité et achetées au cours très favorable de 20 francs pour 1 Reichsmark.

Les drapeaux de l'Allemagne nazie ont remplacé les drapeaux tricolores, la langue allemande est partout visible, la France occupée vit à l'heure de Berlin. Les Français doivent faire preuve de respect envers les Allemands et tout écart peut être sanctionné lourdement.

En zone Sud, les Français peuvent donc considérer qu'une forme d'indépendance nationale a été préservée et que le temps permettra à la France de retrouver ses frontières d'avant 1940, même si l'Alsace-Moselle semble définitivement perdue. Le maréchal Pétain maintient cette illusion. En zone Nord, les Français,

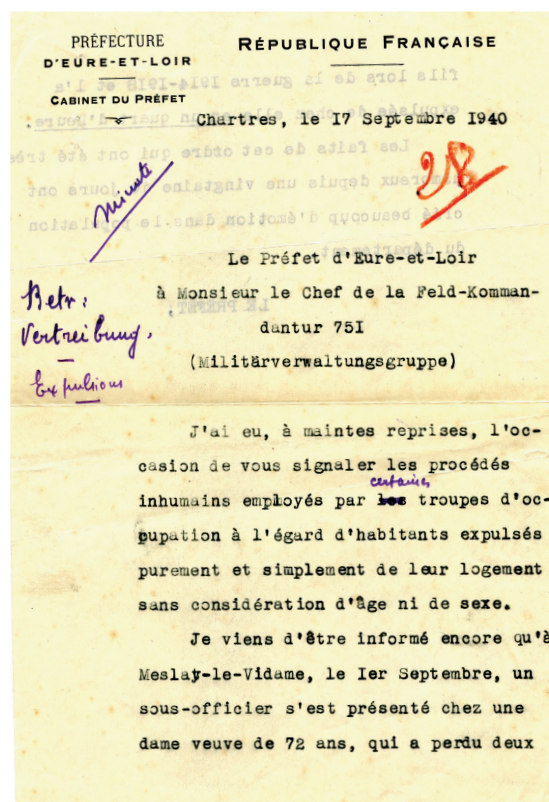
confrontés directement à l'Occupation, sont plus prompts à refuser la présence et la domination allemandes puis à dénoncer l'impuissance et la soumission du gouvernement de Vichy. Des actes anti-allemands ont lieu dès les premiers jours de l'Occupation. D'abord modestes et spontanés, ils montrent l'impossibilité pour certains individus d'accepter ce qui est vécu par les autres comme une fatalité. «Faire quelque chose» devient la motivation principale de ces pionniers, les conduit à faire preuve d'imagination et d'audace, à rechercher des appuis et des complicités, à passer de l'acte individuel et isolé à l'action collective et coordonnée – plus ou moins selon les moyens disponibles et les circonstances –. Les premiers groupes se structurent plus précocement en zone Nord, contre l'Occupant, mais leur développement est plus rapide en zone Sud, où l'expression de positions anti-allemandes bénéficie d'une relative tolérance. Si certaines de ces organisations s'en prennent également au régime de Vichy, ce qui leur vaut d'être particulièrement surveillées par la police française, d'autres font encore preuve de complaisance envers l'État français et son chef.

PERSPECTIVE

Le sentiment patriotique, un facteur de mobilisation et d'unification

Quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses, l'occupation de la plus grande partie du territoire national est un traumatisme pour les Français. Si l'entrée en guerre en 1939 n'a pas abouti à une nouvelle Union sacrée, les forces politiques ont globalement fait bloc autour du gouvernement pour conduire la guerre. En juin 1940, Pétain, cherche à reconstituer cette unité patriotique en sa faveur. Il y parvient en partie en se présentant comme un sauveur et un rassembleur, malgré les mesures d'exclusion prises par son gouvernement, composé majoritairement d'hommes issus de la droite conservatrice et nationaliste.

La politique de collaboration porte un coup fatal à cette (im)posture patriotique. La Résistance va concurrencer le régime de Vichy sur ce terrain et se réapproprier le discours et les symboles patriotiques. Le drapeau tricolore et *La Marseillaise* vont être instrumentalisés par la Résistance à l'occasion de grands moments fédérateurs (14 Juillet, victoire de Valmy, 11 Novembre notamment), afin de déposséder l'État français de son prétendu rôle de défenseur de la Patrie. Le sentiment patriotique constituera une base commune pour des individus et des organisations aux origines et aux parcours souvent contrastés, voire divergents, qui pourront se retrouver pour la libération de la Patrie, et obtenir ainsi l'adhésion de plus en plus massive de la population.



Avis d'un *Kreiskommandant* interdisant l'entrée d'un immeuble réquisitionné comme lieu de cantonnement pour l'Armée allemande, sans lieu ni date (Musée de la Résistance nationale).

Lettre de protestation de Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir, au *Feldkommandant* de Chartres, 17 septembre 1940 (Musée de la Résistance nationale).

Jean Texcier

(1888-1957)

■ Issu d'une famille d'enseignants républicains, il adhère à la SFIO et collabore à *L'Humanité* dirigé par Jean Jaurès. Engagé volontaire pendant la Grande Guerre, il est blessé et décoré. Fonctionnaire, il mène en parallèle des activités artistique et politique dans la mouvance socialiste. En juillet 1940, il écrit et imprime clandestinement à Paris une brochure intitulée *Conseils à l'Occupé* dans laquelle il refuse toute compromission avec l'Occupant. Des extraits sont lus à la BBC. D'autres publications de même nature paraissent dans les mois qui suivent. À l'automne 1940, il est l'un des fondateurs avec Henri Ribière et Christian Pineau du mouvement Libération-Nord. Mis à la retraite par l'État français en janvier 1941, il s'engage au sein de la résistance socialiste, contribuant à la naissance du Parti socialiste clandestin. Avant et après la Libération, il sera membre de la direction nationale de la SFIO, tout en menant une carrière de journaliste.

Maintenir la République ?



Première page du *Petit Dauphinois*, 11 juillet 1940 (Musée de la Résistance nationale).

Le 19 juin 1940, les Allemands informent les Français qu'ils sont prêts à engager des discussions en vue d'un armistice. À Bordeaux, depuis la veille, on envisage de transférer le président de la République, les présidents des assemblées et les ministres du gouvernement, à l'exception de Pétain, en Afrique du Nord afin de continuer la lutte depuis l'Empire. Le paquebot *Massilia* est mis à disposition des parlementaires qui souhaitent les accompagner.

Les manœuvres des ministres Raphaël Alibert et Pierre Laval dissuadent les présidents de partir et conduisent les membres du gouvernement à demeurer sur place. Finalement, le 21 juin, seuls 27 parlementaires montent à bord du *Massilia* (dont Édouard Daladier, Jean Zay, Pierre Mendès France, Georges Mandel). À leur arrivée au Maroc, ils sont placés sous surveillance.

Contraints de quitter Bordeaux, le gouvernement et les parlementaires se retrouvent à Vichy, une station thermale au sud de Clermont-Ferrand, qui offre des capacités d'hébergement importantes. Les ministères s'installent comme ils peuvent dans les hôtels réquisitionnés, les députés et les sénateurs essaient de trouver à se loger dans les environs. Dans ces circonstances exceptionnelles, Pierre Laval profite de l'incertitude collective

pour forcer la main des parlementaires et renforcer les pouvoirs du maréchal Pétain. Il s'évertue à écarter toutes les contre-propositions visant à maintenir les institutions républicaines.

Le 10 juillet, les parlementaires, réunis en Assemblée nationale dans la grande salle du casino de Vichy, sont conviés à accorder les pleins pouvoirs constituants à Pétain. 670 députés et sénateurs sont présents. Chacun dispose de coupons de vote nominatifs. Le sénateur radical-socialiste Justin Godart reçoit ainsi un jeu de coupons blancs (pour voter «oui») et bleus (pour voter «non»).

240 parlementaires sont absents : 61 élus communistes ont été déchus de leur mandat en février 1940 à la suite du pacte germano-soviétique ; 27 partis sur le *Massilia* sont retenus au Maroc ; 15 sont prisonniers de guerre ; les autres n'ont pu rejoindre Vichy, retenus dans les départements occupés ou pour des raisons personnelles (Paul Reynaud, le précédent président du Conseil, a été victime d'un grave accident de voiture).

Après une ultime manœuvre de Pierre Laval, l'Assemblée nationale vote le texte qui lui a été soumis. Le résultat du vote est sans appel. 569 parlementaires se prononcent pour, 80 contre et 20 s'abstiennent (Jules Jeanneney, pré-

sident de la séance, ne prend pas part au vote). Les 80 opposants sont 57 députés et 23 sénateurs, dont Justin Godart. Parmi eux, on compte 3 anciens communistes, 36 socialistes, 26 radicaux, 15 autres députés de gauche, du centre ou de droite.

Comme d'autres parlementaires, Justin Godart tente de réagir. Il broille un *Manifeste des 80* dans lequel il énonce avec lucidité et clairvoyance les motivations de son vote :

« Le Maréchal Pétain a fait don de sa personne au pays. Nous ne voulons pas que ce don magnifique et désintéressé serve de capital à une entreprise dirigée contre la démocratie. [...] »

« Représentants du Peuple réunis en Assemblée nationale nous n'avons point le pouvoir droit d'abdiquer en son nom. [...] Si l'on profite de l'absence des mobilisés, des prisonniers, pour tenter de lui imposer des méthodes de gouvernement représentées à l'étranger, à l'ennemi, qu'on prenne garde. [...] ». Le texte reste à l'état de projet.

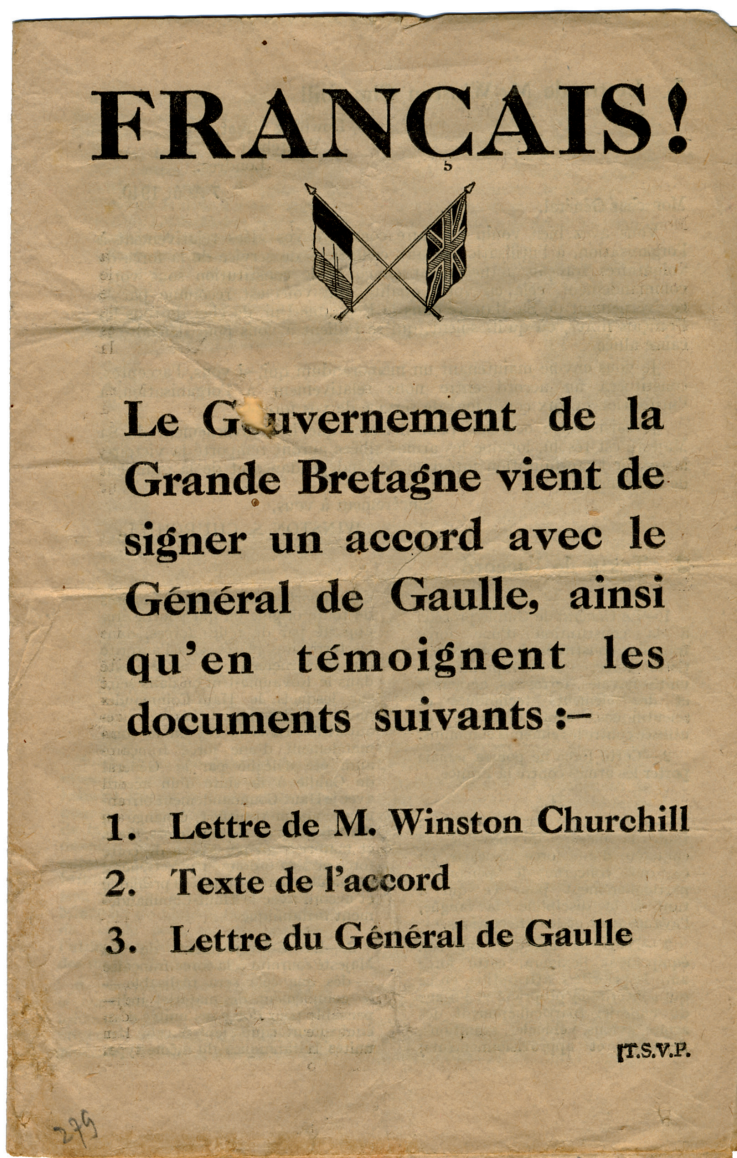
Le 11 juillet, Pétain promulgue les trois actes constitutionnels qui abrogent le système politique en vigueur depuis 1875 et transfèrent au chef de l'État français la plénitude des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. La Troisième République n'est plus.

Créer une France libre

Pour les Britanniques, l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940 – et les suivants – est un pari sur l'avenir. Le 27 juin, malgré l'opposition des militaires et de certains de ses ministres, Churchill convoque de Gaulle et lui déclare: «Vous êtes tout seul? Eh bien, je vous reconnais tout seul!». Dès le lendemain, un communiqué officiel est diffusé dans la presse: «Le gouvernement de Sa Majesté reconnaît le général de Gaulle comme chef de tous les Français libres, où qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée.»

Pour autant, aucun accord n'est conclu. Le juriste René Cassin qui vient d'arriver à Londres est chargé de rédiger un projet, plusieurs fois remanié. En effet, les Britanniques ne savent pas comment se positionner par rapport à un général en dissidence, à la tête d'une troupe encore réduite, qui déclare représenter la France.

Finalement, le 7 août, un accord est conclu sur la «force française constituée de volontaires» réunie autour du général de Gaulle. Cette force sera dotée en matériel et en équipement par les Britanniques. Dans la lettre d'acceptation de l'accord, de Gaulle reprend les termes de la lettre d'accompagnement de Churchill qui font de lui un interlocuteur incontournable: «Dans ma qualité reconnue par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de chef de tous les Français libres où qu'ils soient, qui se rallient à moi pour défendre la cause alliée, je viens vous faire connaître que j'accepte ce mémorandum. [...] Je suis heureux qu'à cette occasion le Gouvernement britannique ait tenu à affirmer qu'il est résolu, lorsque les armes alliées auront remporté la victoire, à assurer la restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France. De mon côté, je vous confirme que la force française, en voie de constitution, est destinée à participer aux opérations contre les ennemis communs (Allemagne, Italie ou toute autre puissance étrangère hostile)». Le tract reprenant les textes de l'accord, diffusé en France, se conclut par un solennel «Vive la France!».



Tract annonçant l'accord passé le 8 août 1940 entre le gouvernement britannique et le général de Gaulle (Musée de la Résistance nationale).

Une semaine après la conclusion de l'accord paraît le premier numéro du *Journal officiel des Forces françaises libres*. Inspiré dans sa forme par le *Journal officiel de la République française*, il rappelle en première page les actes qui ont fondé la légitimité du général de Gaulle (l'appel du 18 juin 1940, la reconnaissance par le gouvernement britannique du 27 juin, l'affiche diffusée au Royaume-Uni) et, en page 2, l'accord du 7 août. Le JO contient également les premiers textes structurant les Forces françaises libres: organisation du Quartier général, administration financière, statut des personnels.

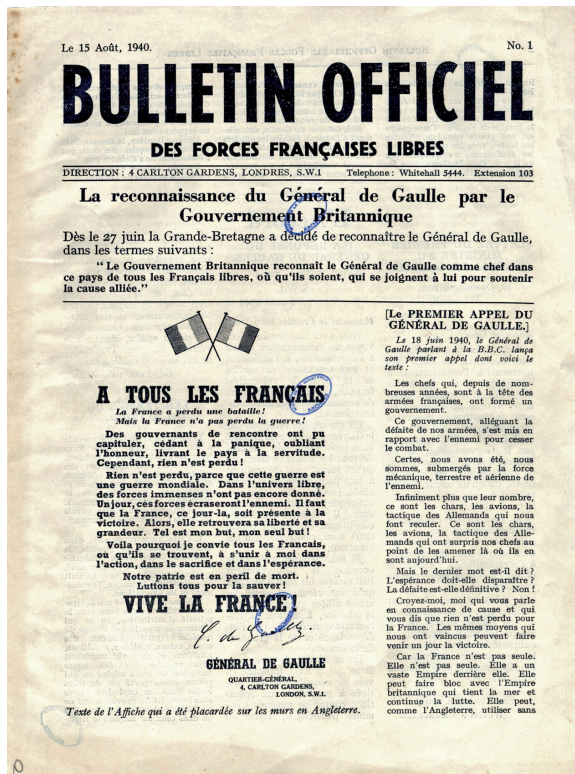
La France libre n'est encore reconnue qu'au travers de son chef, le général de Gaulle, et de sa composante militaire, les Forces françaises libres. Si le Royaume-Uni a rompu définitivement avec l'État français dirigé par le maréchal Pétain, le général de Gaulle et la France libre ont encore besoin d'affirmer leur légitimité, qui continue à faire débat au sein du gouvernement britannique. Le premier numéro du *Journal officiel de la France libre* ne paraît que le 20 janvier 1941.

L'enjeu de la légitimité

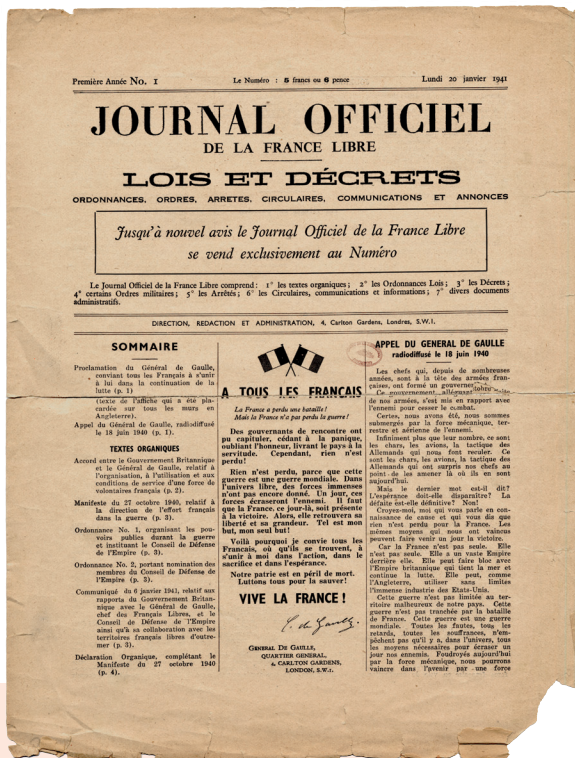
Le général de Gaulle et la France libre doivent prouver leur légitimité aux Britanniques, puis aux Américains, afin d'apparaître comme une alternative politique crédible face à l'État français, critiqué mais mis en place dans une apparente légalité. Afin de donner des garanties démocratiques et marquer sa différence avec le régime de Vichy, le général de Gaulle déléguera progressivement une partie de son autorité à des organes collectifs et représentatifs. Si le Conseil de défense de l'Empire, installé officiellement en octobre 1940, restera consultatif, le Comité national français qui le remplacera en septembre 1941 deviendra un véritable organe gouvernemental. Le rapprochement avec la Résistance intérieure à partir du printemps 1942 sera déterminant. La fusion de la France libre et de la Résistance intérieure au sein de la France combattante, comme la présence de représentants de la Résistance intérieure dans le Comité national français rassureront les Alliés. Pourtant, le général de Gaulle devra sans cesse lutter pour imposer la France combattante comme un partenaire incontournable, même après la création du Comité français de la Libération nationale en juin 1943 et l'installation d'une Assemblée consultative provisoire en septembre. La bataille de la légitimité sera cependant gagnée à la Libération : le Gouvernement provisoire de la République française, constitué en juin 1944, succédera de fait à l'État français dans tous les territoires de la France libérée.

René Cassin (1887-1976)

■ Professeur d'université, il est spécialiste de droit international. Combattant de la Première Guerre mondiale, il est opposé aux accords de Munich et à l'Armistice. Il gagne l'Angleterre et rallie de Gaulle le 28 juin 1940. Juriste de la France libre, il prépare l'accord du 7 août 1940, et participe à la création du Conseil de défense de l'Empire en 1940 puis du Comité national français en 1941. Par la suite, il agira pour le retour d'une république démocratique respectueuse de l'état de droit. Il sera un des principaux rédacteurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. Son action au sein de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, comme de la Cour européenne des droits de l'homme qu'il présidera, lui vaudra d'obtenir le prix Nobel de la paix en 1968.



Journal officiel des Forces françaises libres, n° 1, 15 août 1940 (Musée de la Résistance nationale).

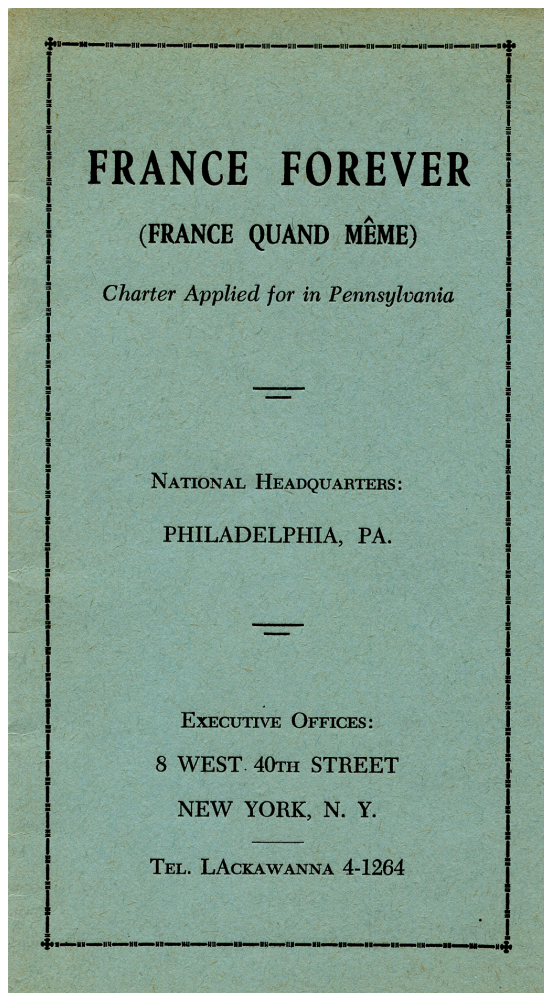


Journal officiel de la France libre, n° 1, 20 janvier 1941 (Musée de la Résistance nationale).

La France libre hors de France

L'impact de l'appel du 18 Juin se fait d'abord ressentir au Royaume-Uni et en France. L'Empire français est aussi touché. Fin juillet, les Nouvelles-Hébrides se rangent du côté des Britanniques et du général de Gaulle. Fin août, la détermination du gouverneur Félix Eboué et des quelques militaires envoyés sur place par de Gaulle entraîne le ralliement du Tchad, du Cameroun, de l'Oubangui-Chari et du Moyen-Congo. En septembre, les établissements français dans le Pacifique, les comptoirs des Indes et la Nouvelle-Calédonie élargissent l'assise territoriale de la France libre. L'élan est brisé par l'échec de la tentative de débarquement anglo-gaulliste à Dakar à la fin du mois. En novembre, une opération militaire amène cependant le Gabon à passer dans le camp de la France libre et achève le ralliement de l'Afrique équatoriale française. Mais l'Afrique du Nord, l'Afrique occidentale française, le Levant et l'Indochine demeurent sous le contrôle de l'État français. En Guyane et aux Antilles, les partisans du maréchal Pétain parviennent à prendre le dessus sur ceux du général de Gaulle et à empêcher le basculement de ces territoires dans la dissidence gaulliste.

À la fin de l'année 1940, la France libre se retrouve malgré tout avec un ensemble territorial important qu'elle ne manque pas de valoriser dans ses publications. Ces possessions coloniales lui permettent d'avoir quelques atouts supplémentaires lors des discussions avec les Britanniques. Les territoires ralliés disposent de ressources utiles pour l'effort de guerre (notamment le caoutchouc ou le nickel) et facilitent les liaisons terrestres, maritimes et aériennes entre les colonies britanniques. Ils sont aussi en mesure de fournir des travailleurs et des combattants, plus ou moins volontaires. Les Forces françaises libres sont fortement augmentées par l'apport de contingents issus de tous ces territoires. C'est du Tchad que part la colonne Leclerc, composée d'Européens et d'Africains. Engagée contre des Italiens supérieurs en nombre, elle remporte une

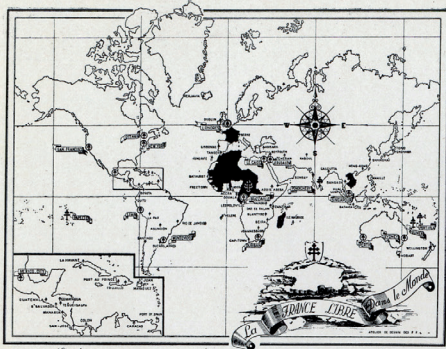


Charte du comité France Forever de Pennsylvanie, sans date (Musée de la Résistance nationale).

victoire symbolique en s'emparant de l'oasis de Koufra le 1^{er} mars 1941. Leclerc fait prêter à ses hommes le serment de lutter jusqu'à ce que le drapeau français flotte à nouveau sur Strasbourg. Ce premier succès des Forces françaises libres, seules face à leurs adversaires, est célébré par les publications de la France libre et largement relayé par la presse britannique.

Pour défendre sa cause, la France libre peut aussi compter sur les comités qui se constituent dès l'été 1940, en Amérique, en Afrique ou en Asie. Organisés par des Français expatriés ou des étrangers amis de la France, ces comités collectent des fonds, recueillent des informations, diffusent des documents de propagande ou aident des volontaires à rejoindre le Royaume-Uni. Aux États-Unis, l'asso-

ciation *France Forever*, créée en septembre 1940, fait office de comité de la France libre, sans être unanimement gaulliste. Composée de Français et, surtout, d'Américains, *France Forever* s'efforce de montrer à l'opinion américaine que la France continue à se battre pour sa liberté et son indépendance, utilisant ses contacts avec les organes de presse américains et distribuant ses propres publications. Partout où des comités de la France libre sont mis en place, les représentants officiels de l'État français tentent de les étouffer en faisant pression sur les autorités locales ou en prenant des mesures de rétorsion contre les Français considérés comme des dissidents.



Cette carte montre la position des territoires ralliés et des "Comités de Gaulle," dont 67 sont en existence, sans compter ceux d'Angleterre.
This map shows the location of the territories which have rallied to General de Gaulle and of the "De Gaulle Committees," which number 67, excluding those in England.

LE TERRITOIRE DE LA FRANCE LIBRE

Les Colonies de la France Libre représentent un territoire 6 fois plus grand que la France et un septième de sa population. Elles comprennent, dans l'ordre de leur ralliement au Général de Gaulle : les Nouvelles-Hébrides, le Tchad, le Cameroun Français, l'Oubangui-Charl, le Moyen Congo, les Établissements français dans le Pacifique, les Établissements français aux Indes, la Nouvelle-Calédonie, le Gabon.

Le groupe de Colonies africaines présente sur l'Atlantique une façade de 1.000 kilomètres et possède plusieurs ports modernes, tels que Libreville, Port Gentil, Pointe Noire et Douala, les deux derniers étant parfaitement équipés et possédant des jetées et quais en eau profonde.

L'Afrique Equatoriale Française et le Cameroun relie l'Afrique britannique de l'Ouest et de l'Est, formant ainsi un bloc à travers le Continent.

Le Général de Gaulle a organisé les territoires ralliés en vue de la défense éventuelle, et y a créé un véritable centre de résistance, capable de fournir des contingents pour les attaques futures. Une école militaire—le Saint-Cyr d'Afrique Française Libre—a été inaugurée à Brazzaville.

Le Gouvernement britannique a donné aux Colonies de la France Libre tout l'appui possible et a signé avec le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire des accords financiers et commerciaux d'une importance capitale.

THE TERRITORIES BELONGING TO FREE FRANCE

The Free French Colonies represent a territory 6 times the size of France and one-seventh of her population. They comprise, in the order in which they have rallied to General de Gaulle: the New Hebrides, Chad, French Cameroons, Ubangi-Shari, Middle Congo, the French Establishments in the Pacific, the French Establishments in India, New Caledonia, Gabon.

The African group of colonies presents on the Atlantic Ocean a façade of 620 miles, on which are a number of modern ports like Libreville, Port Gentil, Pointe Noire and Douala, the last two perfectly equipped and possessing jetties and quays in deep water.

French Equatorial Africa and the Cameroons serve to bind together British West and East Africa, thus forming a block right across the Continent.

General de Gaulle has organized the territories which have rallied to him with a view to possible defence, creating real centres of resistance capable of supplying contingents for future attacks. A military school—the "Saint-Cyr" of Free French Africa—has been inaugurated at Brazzaville.

The British Government has given every possible support to the Colonies of Free France, and has signed with General de Gaulle and the Council for the Defence of the French Empire financial and commercial agreements of capital importance.



Monsieur René Pleven, Directeur des Relations Extérieures de la France Libre, a dirigé pendant plusieurs mois l'administration civile de l'Afrique Equatoriale Française.

«Le territoire de la France libre», pages de l'album *La France libre par l'image 18 juin 1940-18 juin 1941*, publié en 1941 (Musée de la Résistance nationale).

Félix Eboué

(1884-1944)

■ Petit-fils d'esclaves ivoiriens déportés en Guyane, fils d'épiciers à Cayenne, il poursuit de brillantes études à Bordeaux puis à Paris après l'obtention d'une bourse. Administrateur colonial en Afrique équatoriale française et à Madagascar, il développe une politique coloniale respectueuse des populations et des traditions locales. Devenu gouverneur du Tchad en 1938, il refuse l'armistice de juin 1940 et prend contact immédiatement avec le général de Gaulle. Fin août, il permet le ralliement du Tchad et de la plus grande partie de l'Afrique équatoriale française. Le général de Gaulle le nomme logiquement gouverneur général de l'AEF et membre du Conseil de défense de l'Empire. Il contribuera à l'effort de guerre, mobilisant hommes et ressources, tout en favorisant une politique de développement économique et social. Épuisé par la tâche, il mourra au Caire en mai 1944.

PERSPECTIVE

L'enjeu territorial

Le ralliement de parties de l'Empire donne à la France libre un ensemble territorial où elle peut intervenir en toute indépendance. Elle peut espérer ne plus dépendre du seul soutien du Royaume-Uni pour exister en tant que représentation de la France qui continue la lutte. Le général de Gaulle fait de Brazzaville la deuxième capitale de la France après Londres. Le Conseil de défense de l'Empire y est symboliquement installé et la création de Radio-Brazzaville permet d'échapper au contrôle britannique sur Radio-Londres. L'Empire colonial, et particulièrement l'Afrique, contribue à la reconnaissance de la France libre, pas encore en tant qu'État, mais en tant qu'autorité légitime.

La question territoriale se posera de manière encore plus évidente après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord en novembre 1942. Pour de Gaulle, l'Afrique du Nord française libérée doit devenir la base arrière de la France combattante, dans l'attente de la libération de la métropole. L'installation du Comité français de la Libération nationale à Alger en juin 1943 ira dans ce sens, mais le général de Gaulle devra manœuvrer avec habileté pour écarter le général Giraud, jugé trop proche de Vichy et soutenu par les Américains. L'inauguration de l'Assemblée consultative provisoire à Alger en novembre sera une étape supplémentaire dans la construction d'un État en exil, encore imparfait dans son fonctionnement mais en mesure de montrer aux Alliés que le régime de Vichy ne représente légitimement plus la France.

Aider les pourchassés



Colonne de prisonniers de guerre français, photographie publiée dans la brochure *Mit Hitler in Westen*, 1940 (Musée de la Résistance nationale).

La défaite de la France entraîne la capture de 1,8 million de militaires français. Les Allemands les rassemblent provisoirement dans des *Frontstalags* répartis sur l'ensemble de la zone occupée. Rapidement, ils décident de procéder à leur transfert dans des camps en Allemagne, véritable moyen de pression sur la France. La plupart des prisonniers de guerre français considèrent que leur sort va être réglé avec la signature de l'armistice, qu'ils seront libérés et pourront retourner dans leurs familles. Aucun n'imagine qu'ils pourraient demeurer près de cinq ans en Allemagne. Les plus déterminés ou les plus lucides ne veulent pas quitter le territoire national et cherchent à s'évader. Henri Frenay, futur fondateur du mouvement Combat, Joseph Epstein, futur commandant des FTP d'Île-de-France, Philippe de Hauteclocque, futur général Leclerc, décident de s'échapper. Les candidats à l'évasion peuvent compter sur la solidarité de la population. Des individus puis des collectifs de plus en plus organisés apportent une aide matérielle pour permettre aux évadés de se fondre dans la masse des civils et rejoindre leurs proches.

Le problème est plus compliqué pour les militaires alliés qui n'ont pu quitter la France avant la défaite. La plupart sont capturés mais plusieurs milliers tentent de rallier le Royaume-Uni, le plus souvent via l'Espagne, afin de continuer la lutte. Les aviateurs alliés abattus au-dessus de la France doivent également être pris en charge. La maîtrise imparfaite ou nulle du français rend leur exfiltration particulièrement délicate lorsqu'il faut parcourir des centaines de kilomètres et éviter de nombreux contrôles policiers. Les Allemands informent les Français que toute aide apportée à leurs ennemis sera lourdement sanctionnée. Pourtant, dès l'été 1940, des filières prennent forme, notamment depuis la Belgique et les départements du nord de la France. La situation est préoccupante également pour tous ceux qui avaient cru trouver en France une protection face aux menaces qui pesaient sur eux dans leur pays d'origine. Les Juifs venus d'Europe centrale, d'Allemagne ou d'Autriche cherchent à fuir les territoires français passés sous le contrôle direct des Allemands. Les antinazis réfugiés en France sont dans le même état d'esprit. Certains sont internés depuis la déclaration de guerre comme « ressortissants des puissances ennemies ». Par l'article 19 de la conven-

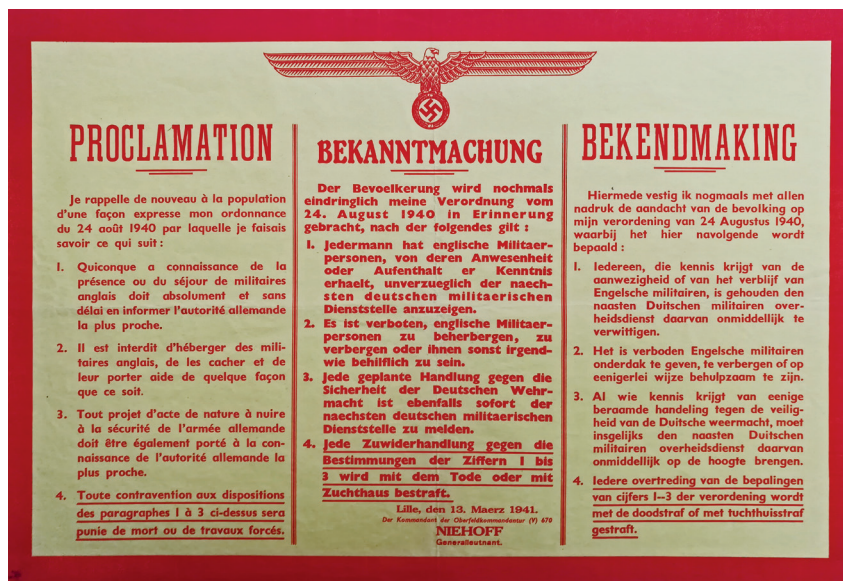
tion d'armistice, l'État français s'est engagé à les livrer à l'Allemagne nazie. Rester en France n'est plus possible.

L'un des obstacles est le franchissement de la nouvelle ligne de démarcation qui sépare la zone Sud du reste de la France. Les postes frontières, en nombre limité, sont étroitement surveillés. Face à la multiplication des demandes de passages clandestins, des personnes connaissant bien la région et en mesure de tromper la surveillance allemande se transforment en passeurs. Ces prises de risques sont de véritables actes de résistance, dans la mesure où elles ne sont pas un moyen de s'enrichir en faisant payer le service rendu.

Les fugitifs pour lesquels la zone Sud n'est pas une protection suffisante cherchent à passer en Suisse ou en Espagne, pour rejoindre ensuite le Royaume-Uni voire les États-Unis. Là encore, les frontières sont sous surveillance. Les montagnards des Pyrénées et des Alpes ont l'habitude des chemins détournés, mais la vigilance des gardes-frontières est de plus en plus grande. Les autorités des pays ciblés ne font pas non plus preuve de bienveillance. Des réfugiés sont expulsés de Suisse et l'Espagne interne certains de ceux qui franchissent clandestinement sa frontière.



Poste de contrôle sur la ligne de démarcation à Moulins (Allier), 1^{er} mars 1943 (Musée de la Résistance nationale). Le point de passage sur le pont Régemortes est installé depuis l'été 1940.



Avis trilingue de l'Oberfeldkommandantur de Lille menaçant de sanction toute aide apportée aux militaires anglais, 13 mars 1941 (Musée de la Résistance nationale).

Léon Jost

(1884-1941)

■ Directeur des usines LU à Nantes et ancien combattant de la Grande Guerre, il préside le comité d'entraide aux prisonniers de guerre en juillet 1940. Il organise le ravitaillement des camps de PG de la région nantaise. Il contribue à l'acheminement de courriers clandestins entre les prisonniers et leurs familles et à la mise en place de filières d'évasion vers la zone non-occupée et l'Angleterre dont bénéficient plus de 2250 PG. Arrêté par les Allemands en janvier 1941, il est condamné en juillet à 3 ans de prison par le tribunal militaire allemand de Nantes. Après l'exécution du *Feldkommandant* de Nantes par un groupe de résistants le 20 octobre 1941, il est désigné comme otage et fusillé à Nantes le 22 octobre.

PERSPECTIVE

Lutter contre la persécution

Les Juifs qui sont victimes des premières mesures de persécution ne prennent pas forcément conscience du danger. Les Français juifs considèrent que le gouvernement de Vichy les protégera. Les étrangers juifs sont plus inquiets. Beaucoup ont été victimes de persécutions dans leur pays d'origine. Le recensement des israélites en zone Nord ne peut que semer le trouble. Dès l'été 1940, le comité Amelot à Paris anticipe la dégradation du sort des Juifs de France. À partir de l'automne, il aide les Juifs parisiens précarisés par les mesures d'exclusion et ceux qui veulent franchir la ligne de démarcation clandestinement, avec le concours de passeurs, parfois rémunérés. La zone Sud semble plus sûre, malgré la mise en place d'un statut des Juifs et l'internement de tous les Juifs étrangers par l'État français.

À partir de septembre 1940, des intellectuels, des artistes et des écrivains juifs bénéficient de la filière mise en place à Marseille par Varian Fry, envoyé par le Centre américain de secours. Pourvues de faux papiers et de vrais visas, plus de 2200 personnes pourront finalement émigrer vers les États-Unis, malgré les réticences, voire les obstructions, des autorités françaises et américaines.

La mise en œuvre du programme génocidaire au niveau européen à partir de 1942 changera la donne. Les organisations de résistance juive tenteront d'alerter les Juifs de France de la menace qui pèse dorénavant sur eux. Des filières de sauvetage seront développées dans l'urgence, multipliant les faux papiers et les caches, notamment pour préserver les enfants. Les filières d'évasion vers la Suisse ou l'Espagne tenteront de compenser la disparition de la zone d'occupation italienne, refuge temporaire. La solidarité entre Juifs et des non-Juifs contribuera à sauver les trois quarts des israélites de France.

Connaître la situation en France



Avis d'exécution d'Honoré d'Estienne d'Orves et de ses deux compagnons du réseau Nemrod, 29 août 1941 (Musée de la Résistance nationale).

Avec la défaite, les communications avec les territoires occupés de France deviennent très difficiles. En dehors de l'arrivée de rares fugitifs qui sont parvenus à quitter le territoire français avant la fermeture des frontières et des ports par les Allemands, peu d'informations parviennent en Grande-Bretagne sur la situation en France. Les services secrets britanniques s'en inquiètent car ils savent que les Allemands préparent une opération d'invasion du Royaume-Uni. La France libre trouve ainsi l'opportunité de se rendre utile, malgré ses modestes moyens. André Dewavrin (*alias* Passy), qui a l'avantage de parler couramment anglais, se voit confier la mission de créer de toutes pièces les services secrets de la France libre, qui prennent le nom de 2^e Bureau avant de devenir ultérieurement le Bureau central de renseignements et d'action. Dès l'été 1940, le 2^e Bureau de la France libre peut envoyer quatre agents en France, débarqués sur les côtes françaises par les Britanniques ou passés par l'Espagne. En zone Nord, Jacques Mansion (*alias* Jack), Gilbert Renault (*alias* Rémy) et Maurice Duclos (*alias* Saint-Jacques) collectent des renseignements sur les installations alle-

mandes et mettent sur pied les premiers réseaux de renseignements de la France libre en France. Jacques Mansion est le premier agent de la France libre, parti en juillet 1941 et revenu dès septembre. Il repart début décembre et travaille pour le réseau Nemrod, pris en main par Honoré d'Estienne d'Orves (*alias* Girard), débarqué fin décembre. Le développement du réseau est brisé par la trahison de son radio, qui provoque l'arrestation d'Honoré d'Estienne d'Orves pour espionnage en janvier 1941.

En zone Sud, Pierre Fourcaud (*alias* Barbès), jette les bases d'un réseau de renseignements en liaison avec les milieux socialistes (le futur réseau Brutus). Parallèlement, il noue contact à Vichy avec des militaires qui refusent la défaite, sans grand succès. Rentré en Grande-Bretagne en décembre 1940, il rédige un rapport décrivant l'émergence en zone Nord et zone Sud de groupes plus ou moins importants, tous opposés aux Allemands. En janvier 1941, il repart en France, retrouve ses contacts et contribue à la naissance du futur réseau Alliance.

Les Britanniques ne restent pas inactifs. L'*Intelligence Service* et le *Special*

Operations Executive développent leurs propres réseaux et recrutent des Français prêts à travailler avec eux. Le 2^e Bureau de la France libre voit ces créations comme une concurrence mais n'a pas les moyens matériels ni humains de s'y opposer. Les rapprochements s'opéreront par la suite, par nécessité.

Les Français libres comme les Britanniques s'interrogent sur l'état d'esprit de la population française. Toutes les informations qui proviennent de France sont donc étudiées avec attention. Les lettres de France qui parviennent à la BBC sont à ce titre exceptionnelles. Arrivées clandestinement par l'Espagne, la Suisse ou le Maroc, ou par des voies légales et passant de manière surprenante les filtres de la censure postale française, ces lettres montrent à la fois le refus de l'Occupation, le soutien aux Britanniques et à la France libre, le rejet de l'État français, mais elles contiennent aussi souvent des critiques virulentes ou défendent l'idée du double-jeu supposé de Pétain. Certains correspondants n'hésitent pas à transmettre directement des renseignements militaires ou s'inquiètent des procédures à suivre pour rejoindre l'Angleterre

Une lettre de France arrivée à la BBC

[Bordeaux], 30 octobre 1940

Messieurs,

Je viens de passer deux mois dans la zone occupée et je peux vous dire que là-bas la grande majorité de la population est en communion d'idée avec vous et désire votre victoire. Au début de l'Occupation, les opinions étaient un peu flottantes. Les Boches s'étaient plutôt efforcés d'être aimables, ils faisaient des grâces avec leur lourdeur habituelle! [...]

Voici quelques détails qui peuvent vous intéresser. Les Boches ont fait clôturer par des palissades de bois hautes de 3 m tous les bassins à flot du port pour empêcher que l'on voie ce qui se passe derrière. On parle d'une base sous-marine. Les usines mécaniques travaillent à la construction de radeaux et montent des morceaux de lège pour en faire des ceintures de sauvetage. [...]

Nous attendons de votre victoire la libération.

Nous souffrons de vous savoir en danger mais nous avons confiance. Dieu vous donnera la victoire.

PB

Extraits d'une lettre publiée dans Aurélie Luneau, *Je vous écris de France*.

Lettres inédites à la BBC (1940-1944), L'Iconoclaste, 2014, page 62-63.

Les débuts des services secrets de la France libre

Lorsque le général de Gaulle me confia la charge des 2e et 3e bureaux de son état-major, j'ignorais absolument ce que j'aurais à faire. [...]

Le 2e bureau devait en réalité être, dès la première heure, un service de renseignements. Le rôle d'un 2e bureau est de préparer pour l'état-major une synthèse des informations à l'aide de laquelle sont prises les décisions relatives aux opérations militaires. Or, la France Libre, n'ayant pas de moyens, eût été fort embarrassée pour monter des opérations. Un service de renseignements, lui, a pour mission de se procurer par tous les moyens, les informations qu'il passe ensuite, pour exploitation, au 2e bureau. Et c'est bien ce que fut notre rôle lorsque nous recherchâmes, tant en France qu'en Afrique du Nord, tout ce qui pouvait intéresser l'état-major interallié. [...]

Ayant, de mon côté, vu de Gaulle, et l'ayant prié de me procurer des moyens de transmission et des fonds, je n'obtins pour toute réponse que: «Je n'en ai pas. Débrouillez-vous!»

Extraits de Colonel Passy [André Dewavrin],

Mémoires du chef des services secrets de la France libre,

Éditions Odile Jacob, 2001, pages 76-77

Gilbert Renault dit Rémy

(1904-1984)

■ Producteur de cinéma, proche de l'Action française, il rejoint l'Angleterre avec son frère dès juin 1940. Il rallie la France libre et entre dans son service de renseignements. Revenu en France dès août, il crée en novembre le réseau Raymond, qui devient par la suite la Confrérie Notre-Dame, principal réseau de la France libre. Les renseignements fournis permettent de connaître la situation des forces allemandes en France occupée et en Belgique et de faciliter les opérations menées contre elles. Gilbert Renault fera à plusieurs reprises le voyage entre la France et l'Angleterre et parviendra à échapper aux arrestations qui finissent par démanteler la Confrérie Notre-Dame. En janvier 1943, il permet au représentant du PCF clandestin de rencontrer le général de Gaulle. Demeuré au Royaume-Uni par mesure de sécurité, il ne rentrera en France qu'en août 1944.

PERSPECTIVE

La rencontre entre les résistances

Les premiers résistants passent à l'action en France sans forcément se préoccuper de ce que fait la France libre. Beaucoup se méfient du général de Gaulle dont les objectifs politiques suscitent des interrogations. Si son nom est connu rapidement – la propagande de l'ennemi contribuant paradoxalement à le populariser –, il n'est pas si souvent cité dans les premiers tracts et journaux clandestins. L'écoute de Radio-Londres fait de la France libre l'une des composantes évidentes de la France qui résiste, mais les résistants de l'Intérieur veulent être rassurés sur les intentions de son chef. C'est ce qu'explique Jean Moulin lorsqu'il rencontre de Gaulle en octobre 1941 et c'est l'un des buts de sa mission lorsqu'il est parachuté sur la France en janvier 1942. Ce travail d'explication et de conviction mené par le délégué du général de Gaulle en direction des principaux mouvements de zone Sud est complété par l'action de Christian Pineau qui arrive à Londres en mars 1942. Celui-ci demande à de Gaulle de rédiger un texte exposant clairement son programme politique. Cette « déclaration aux mouvements », qui affirme l'attachement du chef de la France libre à la démocratie et aux principes républicains, est rapportée en France, publiée dans la plupart des journaux clandestins de zone Sud et lue en partie à la BBC. L'adhésion du Parti communiste clandestin à la France combattante en janvier 1943 facilite l'unification des forces de la Résistance intérieure au sein du Conseil national de la Résistance présidé par Jean Moulin le 27 mai 1943.

Diffuser une parole libre



Reproduced by kind permission of "La France Libre"

12

LA FRANCE RÉSISTE

Bien que privé du droit de parler librement et menacé de mort pour toute action contre le Gouvernement de Vichy, le peuple français donne tous les jours des preuves actives de sa sympathie au mouvement de LA FRANCE LIBRE.

Des milliers d'insignes de la CROIX DE LORRAINE sont portés à l'intérieur des vêtements. On voit partout les mots "VIVE DE GAULLE." Des affiches anti-britanniques sont remplacées pendant la nuit par des placards anti-allemands et anti-Vichy. Les tombes des aviateurs britanniques, morts sur le sol de France, sont couvertes de fleurs. Des lettres de remerciements et d'encouragement aux F.F.L. arrivent tous les jours. Les actes de sabotage se multiplient.

De nombreux tracts et journaux sont imprimés et distribués en secret, chaque ligne prouvant que la France garde son courage et sa foi et témoignant de la volonté de son peuple de libérer le sol national.

★ ★ ★ ★ ★

FRANCE RESISTS

Though deprived of the freedom of speech and faced with the penalty of death for any action against the Vichy Government, the people of France give incessant and active proof of their sympathy with the Free French movement.

The "Croix de Lorraine" is worn inside thousands of coats. "Vive de Gaulle" is chalked up all over the country. Anti-British posters are replaced during the black-out by anti-German and anti-Vichy propaganda. Flowers are heaped on the graves of British airmen who die on French soil. Letters of thanks and encouragement to the F.F.L. arrive every day. Acts of sabotage increase.

Numerous leaflets and newspapers are printed and circulated in secret, every line proving that France has not lost her faith and her courage, and is anxious to free her native soil.

Revue de presse clandestine publiée en 1941 dans l'album *La France libre par l'image 18 juin 1940-18 juin 1941* (Musée de la Résistance nationale).

Les premiers résistants veulent contrer la propagande de l'occupant allemand ou de l'État français relayée par les journaux officiels. Dès l'automne 1940, ils élaborent des journaux clandestins destinés à faire connaître leur vision de la situation et amener leurs lecteurs à partager leur point de vue. Ils fondent leur argumentation sur leurs propres constatations ou sur les informations entendues sur les ondes des radios libres, en premier lieu Radio-Londres. Tous dénoncent l'occupation d'une partie du territoire et les conditions imposées par l'occupant. *Pantagruel* condamne avant tout le régime nazi en le distinguant du peuple allemand. Comme *Résistance*, il souhaite la victoire de l'Angleterre. Le positionnement par rapport à l'État français est plus ambigu. En zone Sud, *Liberté* ou *Les Petites Ailes de France* critiquent la collaboration mais considèrent que le régime de Vichy peut être une alternative en attendant la revanche et font confiance au maréchal Pétain. En zone Nord, *Valmy* rejette le régime anti-démocratique et anti-républicain de Vichy et la politique de collaboration («Travail forcé, loin de la Famille, contre la Patrie»).

Les premières publications clandestines ne sont pas en mesure de rivaliser

sur le plan formel avec la presse autorisée. Le plus souvent, les journaux se réduisent à de simples feuilles recto-verso fabriquées à la main ou à l'aide d'une machine à écrire, puis tirées à quelques centaines ou milliers d'exemplaires sur une ronéo. Le premier numéro de *Valmy* réalisé avec une imprimerie d'enfant est un cas extrême. L'implication d'un imprimeur professionnel permet de produire un journal à la mise en page plus élaborée et d'augmenter les tirages.

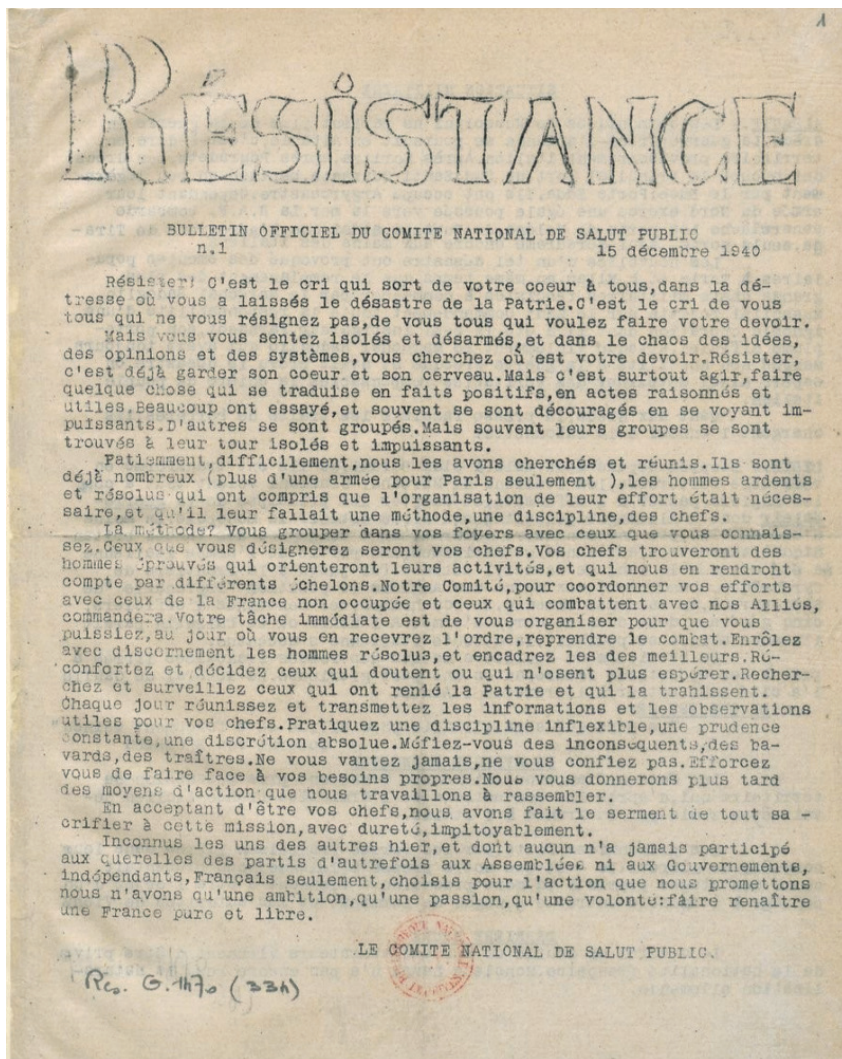
Les activités liées à l'imprimerie (notamment l'achat de matériel d'impression, de papier ou d'encre) sont placées sous surveillance par les autorités allemandes et françaises.

La fabrication de journaux n'a de sens que si leur diffusion est assurée le plus largement possible. Les exemplaires sont déposés dans des endroits fréquentés par le public, mis dans les boîtes aux lettres, glissés sous les portes. La prudence est de mise, car le soutien de la population n'est pas acquis et les dénonciations possibles, ce qui exclut encore des distributions au grand jour. Toutes ces étapes nécessitent l'implication d'un nombre de plus en plus important de personnes. De nouveaux membres sont recrutés: ce sont soit des individus vou-

lant s'engager en intégrant un groupe, soit des collectifs déjà constitués voulant gagner en efficacité en trouvant de nouveaux terrains d'action.

Le développement des journaux clandestins s'accompagne de l'essor et de la structuration des organisations qui les fabriquent et les diffusent. Ce processus de consolidation et de rapprochement aboutira à l'émergence des mouvements de résistance qui prennent souvent le nom de l'organe qui en est à l'origine (*Combat*, *Libération*, *Le Franc-Tireur*, *Défense de la France*).

La plupart des premiers journaux ont une existence de quelques mois. Réalisés par des individus ou des groupes sans expérience de la clandestinité, ils sont vite repérés et infiltrés par les forces de répression. Le groupe du Musée de l'Homme qui publie *Résistance* est démantelé en mars 1941, celui qui fait paraître *La Vérité française* tombe en novembre, *Pantagruel* cesse de paraître en octobre après l'arrestation de ses imprimeurs. En revanche, de novembre 1940 à novembre 1944, Camille Schneider parvient à rédiger et distribuer 37 numéros de *L'Alsace* (*Das Elsass* à partir de février 1941) sans jamais avoir été localisé par la Gestapo.



Résistance, n°1, 15 décembre 1940
(Bibliothèque nationale de France).

Agnès Humbert

(1894-1963)

■ Artiste et ethnologue de formation, militante antifasciste, elle travaille au Musée des arts et traditions populaires et anime une émission artistique sur Radio-Paris. En août 1940, de retour d'exode, elle se rapproche de ses collègues du Musée de l'Homme (Boris Vildé, Anatole Lewitsky, Jean Cassou et Yvonne Oddon) et participe à la création de l'un des premiers groupes de résistants à Paris. Elle permet la fabrication et la diffusion du journal clandestin *Résistance* à partir de décembre 1940. Elle assure la sortie du dernier numéro en mars 1941, après l'arrestation des principaux responsables du groupe. Arrêtée à son tour par la police allemande en avril 1941 puis emprisonnée, elle sera condamnée à 5 ans de détention en février 1942 et déportée en Allemagne pour purger sa peine. Contrainte au travail forcé, elle sera libérée en avril 1945.

PERSPECTIVE

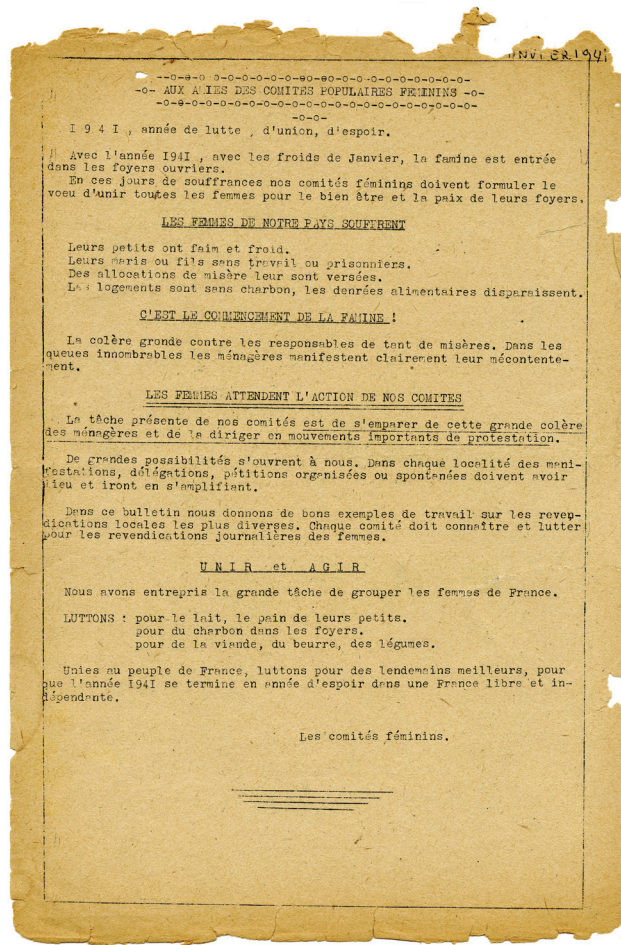
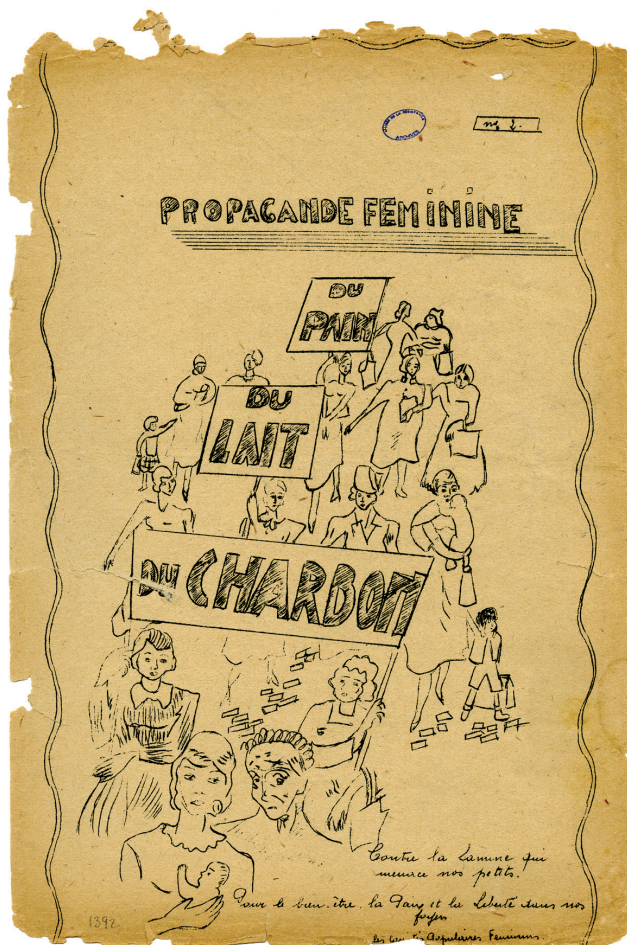
La place essentielle de la radio

Les émissions françaises de la BBC ont pour vocation de faire entendre une parole libre, mais sous contrôle. Les Britanniques veulent que les textes de toutes les émissions sur leurs ondes leur soient soumis avant diffusion. Malgré cette contrainte, les émissions françaises de la BBC sont rapidement le moyen pour les Français d'avoir une vision plus juste de la situation et d'échapper aux discours de la propagande de l'occupant allemand ou de l'État français. Ces derniers brouillent les émissions diffusées depuis le Royaume-Uni ou confisquent les postes récepteurs, notamment dans les départements du Nord.

Les auditeurs de France apprécient la volonté des animateurs de la BBC de dire la vérité, y compris en donnant les mauvaises nouvelles. Se nourrissant des informations provenant de France, de plus en plus nombreuses, les émissions telles *Honneur ou Patrie* et *Les Français parlent aux Français* permettent à la population française de prendre conscience de l'émergence et du développement d'une France qui résiste à l'intérieur et à l'extérieur, avec le soutien de son allié britannique.

Les émissions de la BBC, où la gravité cohabite avec la légèreté, vont contribuer à nouer un lien particulier entre les Français et ceux qui luttent en leur nom, en France et hors de France. Les interventions de résistants de l'Intérieur venus jusqu'à Londres vont concrétiser l'unification en cours sur le terrain. Les publications clandestines vont souvent relayer les informations diffusées par la BBC et les autres radios libres, contribuant ainsi à faire du combat coordonné pour la libération de la France une évidence avant même qu'il ne soit pleinement une réalité.

Reprendre la lutte sociale



Organe des Comités populaires féminins, n° 2, [janvier 1941] « Propagande féminine – Du pain – Du lait – Du charbon ».
Illustration d'une manifestation au recto (Musée de la Résistance nationale).

Dès l'été 1940, des services installés par l'Occupant organisent de manière plus ou moins coordonnée la prise de contrôle de l'économie de la France. Les Allemands passent directement commande aux entreprises françaises ou répondent favorablement à leurs demandes. Une partie importante des capacités de production industrielle de la France se met ainsi au service de l'effort de guerre allemand, en zone Nord comme en zone Sud. Par ailleurs, les Allemands prélèvent ou réquisitionnent directement une part considérable des matières premières et des produits agricoles de la France, provoquant une situation de pénurie. L'État français est incapable d'améliorer la situation. D'une part le potentiel économique de la zone Sud est très inférieur à celui de la zone occupée. D'autre part, il ne dispose d'aucun moyen de pression en zone Nord.

La population française subit donc de plein fouet le détournement d'une grande partie des ressources de la France vers l'Allemagne. Le rationnement devient la norme afin de gérer autant que faire se peut la pénurie. La question du ravitaillement devient essentielle, sinon vitale pour les plus modestes, ainsi que pour les femmes dont le mari est prisonnier en Allemagne et qui se retrouvent seules pour s'occuper de leur famille. La précarité touche un grand nombre de personnes, surtout en ville, où la pénurie alimentaire frappe plus durement qu'à la campagne. La nourriture manque, mais aussi le charbon, indispensable pour se chauffer alors que l'hiver 1940-1941 est particulièrement froid.

Les militants communistes comprennent qu'ils ont une opportunité pour relancer la lutte sociale et reconstituer leurs organisations politiques et

syndicales démantelées par les mesures prises depuis l'automne 1939. Il s'agit de répondre à l'interdiction par l'occupant allemand de toute action contraire à ses intérêts économiques et de contrer la dissolution par l'État français des grandes centrales syndicales. Des comités populaires sont mis en place par des militants communistes dès l'été 1940. Ils organisent des distributions de tracts et de journaux clandestins (*L'Humanité*, *La Vie ouvrière*), des prises de paroles et des manifestations revendicatives, principalement en région parisienne et dans le Nord-Pas-de-Calais, où le mouvement ouvrier était bien implanté avant-guerre. Les revendications portent avant tout sur les problèmes de ravitaillement, notamment pour les plus démunis, et les salaires trop faibles. Les critiques envers les autorités jugées responsables de la situation évoluent rapidement vers une

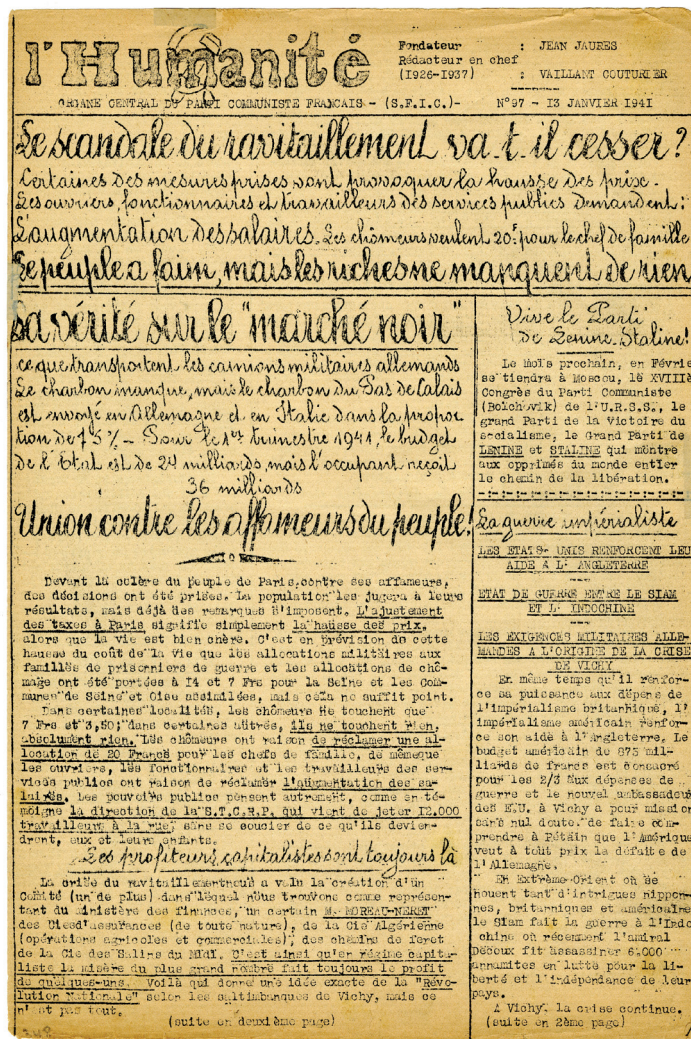
dénonciation du régime de Vichy et de la collaboration avec l'Occupant qui pille les ressources du pays.

Concentrés sur la lutte sociale, les comités populaires féminins s'adressent spécifiquement aux femmes en tant que ménagères. Les militantes savent qu'elles auront une écoute attentive de leurs revendications. Cependant, les distributions d'imprimés ou les prises de paroles dans la rue présentent des risques. Afin de faire face à une répression qui cible plus particulièrement les communistes, des groupes de protection sont mis en place dès l'automne 1940 : peu nombreux, sous-équipés, les membres de l'Organisation spéciale s'efforcent d'empêcher les arrestations lors des interventions des forces de l'ordre. Ces militants acquièrent une expérience de l'action clandestine qui leur permettra, s'ils parviennent à échapper à la traque qui les vise, de porter des coups de plus en plus durs contre l'Occupant après juin 1941.

Lise Ricol-London

(1916-2012)

■ Dactylo de formation et militante communiste, elle rencontre Artur London lors d'un séjour à Moscou. Elle participe à la Guerre d'Espagne en tant que secrétaire au sein des Brigades internationales. Après la défaite de 1940, elle devient instructrice des Jeunesses communistes et crée des comités de femmes dans la banlieue sud de Paris dans le but de s'opposer à la politique économique et sociale de l'État français et de l'occupant allemand. Dès l'automne 1940 et l'hiver 1941, elle organise des manifestations de ménagères en région parisienne et anime la fabrication et la diffusion dans la banlieue sud de journaux clandestins pour les femmes. Arrêtée en août 1942, condamnée à la prison à perpétuité par la justice française, livrée aux Allemands, elle sera finalement déportée à Ravensbrück en mai 1944. Libérée en avril 1945, elle rentrera en France en mai.



Journal clandestin *L'Humanité*, janvier 1941 (Musée de la Résistance nationale).

PERSPECTIVE

Le Parti communiste français, de l'opposition à la résistance

Au moment de la défaite, le Parti communiste français reste sur la ligne définie après la déclaration de guerre par l'Internationale communiste : la France n'a pas à s'impliquer dans une guerre au profit du camp capitaliste et impérialiste, contre les intérêts des travailleurs. Pour un très grand nombre de militants, cette position est contraire à leur sentiment patriotique. L'occupation de la France puis l'installation du régime de Vichy, qui désigne les communistes comme ses adversaires, sont pour eux inacceptables. Rapidement, ces militants s'efforcent de reconstituer dans la clandestinité les organisations interdites, mais la lecture anti-capitaliste et anti-impérialiste du conflit demeure. Progressivement, les tracts et les journaux clandestins passent de la dénonciation de la situation de la France, à un appel à l'action contre les responsables : l'occupant allemand et l'État français.

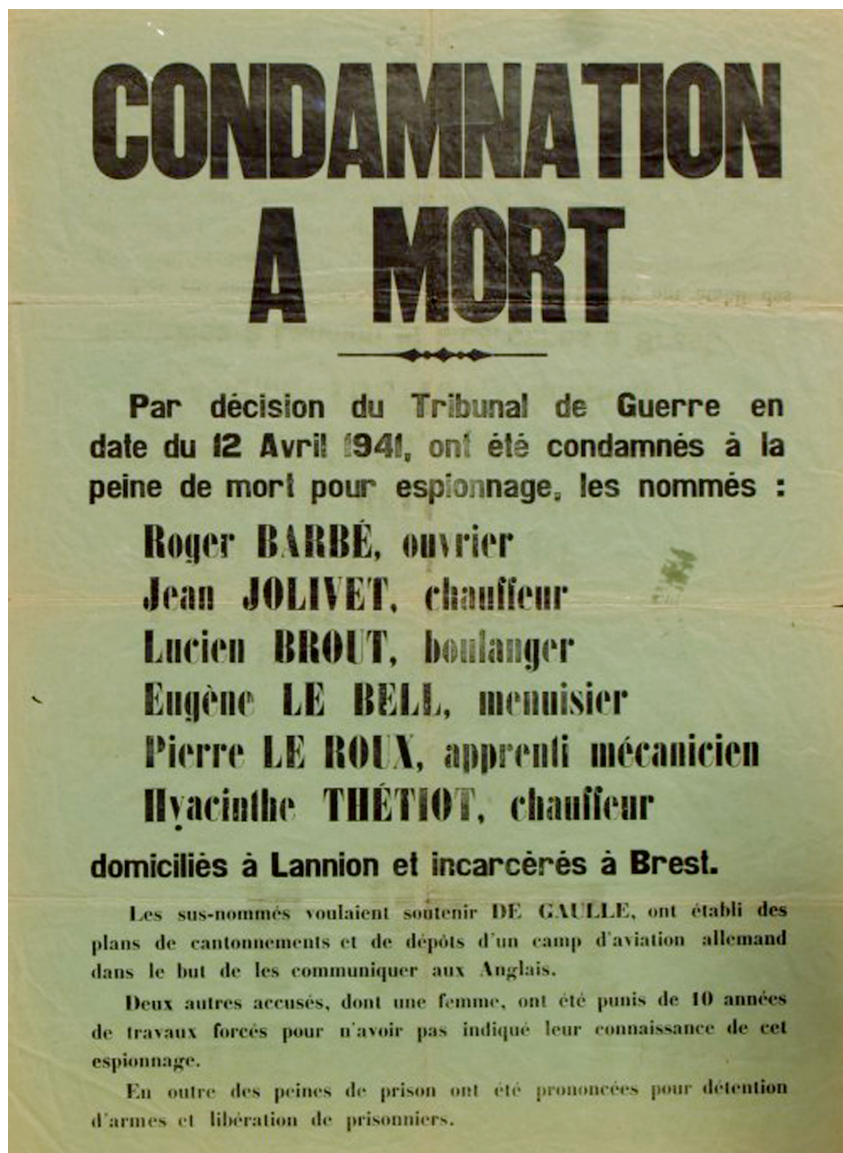
La création du Front national pour la liberté et l'indépendance de la France au printemps 1941 sanctionne cette évolution. Encore peu structuré et développé à sa naissance, ce mouvement de résistance connaîtra une croissance de plus en plus importante à partir de l'été 1941 et l'attaque allemande contre l'URSS. Les communistes de France, et tous ceux qui se joindront à eux dans la multitude d'organisations de la Résistance communiste, pourront dorénavant faire coïncider plus facilement leur sentiment patriotique et leurs aspirations internationalistes, avec la volonté que leurs idées soient en mesure de l'emporter dans une France libérée de l'occupant et des partisans de la collaboration.

Faire face à la répression

Dès leur installation en France, les Allemands mettent en place des services spécialisés dans la répression. Sous l'autorité du Commandement militaire en France (MBF), la *Feldgendarmerie* veille au maintien de l'ordre, tandis que la *Geheime Feldpolizei* (Police secrète de campagne) est chargée de lutter contre les activités anti-allemandes. Les auteurs d'actes qui menacent la sécurité des troupes allemandes en France sont traduits devant les tribunaux militaires allemands. Dès les premières semaines de l'Occupation, les accusations de sabotage, d'espionnage ou de violence envers des soldats allemands aboutissent à des condamnations à mort et des exécutions. Les services secrets de la *Wehrmacht* (ou *Abwehr*) cherchent à infiltrer les groupes de résistance dès qu'ils sont repérés. La Sipo-SD, appelée Gestapo par les Français, surveille les adversaires politiques ou idéologiques du régime nazi, en particulier les antinazis réfugiés en France et les communistes, mais également les juifs de France.

Les forces de répression françaises et allemandes coopèrent rapidement puisqu'elles traquent les mêmes adversaires. En effet, l'État français a fait de la lutte contre les communistes et, dans une moindre mesure, les gaullistes une de ses priorités. Les renseignements généraux de la Police parisienne (la Brigade spéciale ou BS) comme les services de renseignements de l'Armée d'Armistice (le Bureau des Menées antinationales ou BMA) se comportent comme des polices politiques. Les arrestations, les internements et les condamnations se multiplient contre les auteurs ou les porteurs de tracts ou de journaux non autorisés. Les condamnés se retrouvent en prison; les internés en camp le sont sur simples décisions administratives.

Face à la répression, les premiers résistants ne restent pas sans réaction mais ils s'exposent du fait de leur manque d'expérience. Les individus isolés mus par l'envie de faire quelque chose n'ont pas forcément conscience des risques qu'ils prennent et ne cherchent pas toujours à agir discrètement. Les premiers collectifs qui se constituent manquent parfois de prudence mais ils atténuent



Avis de condamnation à mort de résistants bretons, 12 avril 1941 (Musée de la Résistance nationale).

plus ou moins volontairement le problème en recrutant dans des cercles limités et connus: familles, amis, collègues de travail, militants du même parti, du même syndicat, de la même association. Le danger augmente avec la nécessité de trouver des relais et d'accroître les effectifs, ce qui multiplie les risques d'imprudences et facilite les infiltrations d'agents ennemis.

La confiance nécessaire pour intégrer un nouveau membre dans un groupe n'est pas toujours compensée par une connaissance suffisante de son parcours personnel ni de son niveau de fiabilité.

Hormis les militants formés dans le cadre du combat antifasciste et internationaliste avant 1940, les premiers résistants de l'Intérieur font leur apprentissage de l'activité illégale et clandestine en improvisant des parades à la répression. Les mesures de bon sens sont insuffisantes et beaucoup sont arrêtés pour avoir manqué de vigilance, d'autant que les polices allemande et française disposent de professionnels compétents et efficaces. L'éditorial du numéro 1 de *Résistance* met en garde ses lecteurs: « Pratiquez une discipline inflexible, une prudence constante, une discrétion absolue. Méfiez-vous des inconséquences,

des bavards, des traîtres. Ne vous vantez jamais, ne vous confiez pas. Efforcez-vous de faire face à vos besoins propres.»

Peu à peu, les résistants repensent leurs organisations et améliorent la sécurité. La clandestinité n'est plus seulement un temps extraordinaire dans une existence ordinaire mais une forme de renoncement au monde d'avant: certains finiront par se consacrer totalement à la lutte souterraine, jusqu'au sacrifice ultime.

Au printemps 1941, les forces de répression ont prouvé leur terrible efficacité en démantelant quelques-uns des groupes pionniers de l'Armée des ombres. Mais, dès les premiers mois, la Résistance montre déjà sa capacité à surmonter les coups qui lui sont portés en renouvelant ses membres, en intégrant ou fusionnant des organisations malmenées, en bénéficiant du soutien ou du silence complice de la population, de plus en plus solidaire, malgré l'incertitude sur ce que sera l'avenir.

Fernand Grenier

(1901-1992)

■ Issu d'une famille très modeste, il devient aide-comptable. Membre du Parti communiste, il se distingue par ses talents d'organisateur et de propagandiste. En 1935, il échoue à reprendre la ville de Saint-Denis à Jacques Doriot, mais est élu député en 1937. Mobilisé en 1939, il demeure dans l'armée jusqu'à l'Armistice, bien que déchu de son mandat de député en janvier 1940. Revenu à Saint-Denis pour réorganiser le PCF clandestin, il est arrêté en octobre. Il est transféré dans diverses prisons puis au camp de Châteaubriant en mai 1941, d'où il s'évade en juin avec trois autres dirigeants communistes.

Après avoir rétabli les liens avec le PCF clandestin, il sera chargé de nouer des contacts avec la Résistance non communiste, en particulier gaulliste. En janvier 1943, il gagnera Londres, porteur d'une lettre d'adhésion du PCF à la France combattante. Membre de l'Assemblée consultative, il négociera l'entrée des communistes au CFLN et deviendra commissaire de l'Air en avril 1944. En désaccord avec de Gaulle à propos du Vercors, il perdra son poste ministériel au sein du GPRF, remplacé par Charles Tillon, mais restera membre de l'Assemblée consultative.

13° DIVISION Mre
 ETAT-MAJOR
 B.M.A.
 N° 106 /MA/13
 26.000 F-15-B

7 JAN 1941 H

NOTE pour M.A. 100

Section de CENTRALISATION
 10 JANV 1941
 200

TRÈS SECRET

RENSEIGNEMENTS

CONCERNANT: CHICAUD André, né le 26 Mars 1914 à Crozon (Indre) tourneur, demeurant à Villars, commune de Domérat (Allier)

LETEVE Eugène, Louis, né le 13 Novembre 1914 à Angers (Maine et Loire) menuisier, demeurant à Montluçon Hôtel Lacroix - Quai Pavilères.-

ROY Claude, né le 4 Octobre 1915 à Gueugnon (S.&L.) ouvrier d'usine, demeurant à Montluçon 59 rue de la Chaume.

VENUAT Henri, né le 21 Juillet 1916 à La Chapelaude (Allier) serrurier, demeurant à Montluçon, 12, rue Chabot d'Allier.

CHEZEAU Roger, né le 13 Mai 1907 à Trois Fonds (Creuse) - serrurier, demeurant Cité Saint Jacques N° 1 à Désertines.

RENSEIGNEMENTS PROPREMENT DITS:

Le 2 Janvier à la suite d'une perquisition opérée au domicile de CHICAUD - LETEVE - ROY - VENUAT - CHEZEAU, un certain nombre de pièces importantes ont pu être saisies parmi lesquelles, papier à Ronéo, brouillon de compte rendu de propagande, plan de Montluçon divisé en secteurs et sur lequel le domicile de chaque militant est coché d'une croix au crayon rouge.

MESURES PRISES PAR M.A. 13:

Les quatre premiers individus ont été arrêtés et déférés au Parquet de Montluçon pour tentative de reconstitution d'un groupement dissous et propagande communiste.

Le nommé CHEZEAU, animateur de ce groupe, en fuite est recherché.

M.A. 13

Note concernant l'arrestation de résistants communistes de la région de Montluçon, janvier 1941 (Musée de la Résistance nationale).

PERSPECTIVE

Vers la lutte armée

Le durcissement de la répression conduit une partie des résistants à envisager d'autres formes d'actions que celles menées depuis 1940. L'engagement des communistes dans la lutte armée en France à l'été 1941 répond à une demande de l'Internationale communiste afin de déstabiliser les arrières de l'Allemagne qui a attaqué l'Union soviétique.

La politique des otages destinée à dissuader les résistants de perpétrer des attentats n'aura pas l'effet escompté. La population française sera choquée par les exécutions et, malgré les réserves émises sur le coût humain de la lutte armée, nombre de mouvements finiront par se doter de groupes francs. Pour autant, le recours aux armes ne mettra pas un terme au travail de contre-propagande, de renseignement, de sabotage ou de sauvetage. Beaucoup de résistants retarderont autant que faire se peut le passage à la lutte armée ou s'en tiendront aux formes d'actions non violentes.

Le 11 novembre 1940. Célébrer la victoire sur l'Allemagne



Des Français viennent fleurir la tombe du Soldat inconnu le 11 novembre 1940 (Musée de la Résistance nationale, fonds *Le Matin*).

Dans les premiers jours de novembre 1940, Paris occupé montre des signes d'agitation. Les lycéens et étudiants communistes dénoncent l'arrestation du professeur Langevin, physicien réputé et fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Un rassemblement est organisé devant le Collège de France le 8 novembre. Dans les lycées, un appel à manifester le 11 novembre circule. En parallèle, à la BBC, la France libre invite la population parisienne à commémorer la victoire de 1918.

Le 10 novembre, la préfecture de police de Paris publie un communiqué stipulant que, le 11 novembre, « les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée. » L'Occupant refuse qu'on commémore sa défaite en 1918. Les recueils individuels étant cependant tolérés, des Parisiens viennent jusqu'à l'Arc de Triomphe pour déposer des fleurs en hommage aux morts de la Grande Guerre dans la matinée du 11 novembre 1940. C'est cet hommage solennel et intime que saisit le photographe du journal *Le Matin*. La foule n'est pas nombreuse, la retenue est de mise, la police reste en retrait.

Dans l'après-midi, la situation change. Par petits groupes, des lycéens et des étudiants circulent sur les Champs-Élysées et progressent vers la place de l'Étoile. On chante *La Marseillaise*, interdite en zone occupée, on crie « Vive de Gaulle », on lance des slogans hostiles à l'Occupant et à Pétain. La statue de Georges Clemenceau est fleurie, mais les gerbes disparaissent. Des croix de Lorraine sont fièrement arborées, des rubans et des drapeaux tricolores apparaissent.

La police française intervient pour rétablir l'ordre. Les soldats allemands présents en fin de journée tirent des coups de feu pour disperser les manifestants. Plus d'une centaine sont arrêtés.

La manifestation à Paris n'est pas la seule. À Rouen, à Dijon et dans le Nord, des Français se mobilisent lors du 11 novembre 1940. À Nantes, deux jeunes parviennent à accrocher un drapeau tricolore au sommet de la cathédrale. Jusqu'en 1943, la commémoration du 11 Novembre restera une occasion de défier l'occupant allemand comme l'État français collaborateur.



Bulletin publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN)

Bulletin réalisé par :

Éric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale.

Avec le concours de l'équipe du MRN :

Thomas Fontaine, docteur en histoire, directeur du MRN ; Xavier Aumage, Agathe Demersseman et Manuel Mingot-Nicaise, archivistes ; Julie Baffet, responsable éditoriale et chargée de la Communication.

Musée de la Résistance nationale

Service pédagogique

Parc Vercors
88 avenue Marx Dormoy
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Téléphone : 01 48 81 44 91
Télécopie : 01 48 81 33 36
Courriel : info@musee-resistance.com

Directeur de publication :

Jean-Paul Le Maguet

Rédactrice en chef : Julie Baffet

Graphiste : Olivier Umecker

Imprimé par Agéfim

Duplication autorisée et conseillée.

Version téléchargeable sur le site du Musée de la Résistance nationale, rubrique « pédagogie », sous rubrique « CNRD ».

www.musee-resistance.com

